

32^e CONGRÈS CONFÉDÉRAL de la C.F.T.C.

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXIONS

sur

LES RESPONSABILITÉS

de la **C.F.T.C.**

DE DEMAIN

Rapport complémentaire
présenté
au nom du
CONSEIL CONFÉDÉRAL
par

Gérard Esperet

Vice-président
de la C.F.T.C.

ISSY - LES - MOULINEAUX - 13 au 16 juin 1963

32^e CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LA C. F. T. C.

13 - 16 JUIN 1963

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

aux
ÉLÉMENTS DE RÉFLEXIONS
sur

**LES RESPONSABILITÉS
DE LA C. F. T. C.
DE DEMAIN**

à partir du Travail
effectué dans toutes les
Organisations Confédérées

EN GUISE DE SOMMAIRE...

...et pour mieux saisir le "fil conducteur" de ce rapport

1 Introduction

- Ce que veut être ce rapport complémentaire • Comment il a été rédigé • Il exprime le plus objectivement et le plus honnêtement possible les avis des responsables du Mouvement.

(page 3)

2 La C.F.T.C. dans la France d'aujourd'hui et de demain

- En face de quels faits, de quels problèmes, se trouveront, demain, les Responsables du Mouvement? Comment y faire face dès aujourd'hui?

(page 7)

LES FAITS ET LES PROBLEMES

- **LES JEUNES** : leur mentalité ; les Jeunes en face du Syndicalisme.

(page 8)

- **LA VIEILLESSE** : le problème des Vieux en général et celui de ceux dont la « capacité d'activité » reste grande.

(page 10)

- **LA FAMILLE** : quelques-uns de ses problèmes. Son évolution avec les conditions de la vie d'aujourd'hui. La Famille et le problème des Enseignants et de l'Enseignement.

(page 10)

- **L'HABITAT** : c'est un problème considéré comme primordial par les Organisations.

(page 12)

- **L'EVOLUTION DE LA COMMUNAUTE** des citoyens d'aujourd'hui. L'évolution de leur genre de vie. Problème des Travailleurs « syndiqués ». Classe ouvrière, Syndicalisme et Mouvement ouvrier. Les hommes d'aujourd'hui en face de la technique et des techniciens.

(page 13)

- **LA TECHNIQUE ET SON EVOLUTION** : le problème de l'énergie : du collier de cheval à l'énergie atomique. Les perspectives en matière d'évolution énergétique. L'évolution technique et la conquête de l'espace. La recherche de produits nouveaux et de techniques nouvelles. Quels sont les jugements apportés par nos Organisations en face de l'évolution galopante de la technique : perte de l'esprit communautaire repli sur soi, risque d'aliénation, la technique « casse » ou « coupe » les hommes, naissance d'une nouvelle classe. Comment atténuer les méfaits de la technique et en augmenter les bienfaits? Le syndicalisme et les techniciens.

(page 14)

- **L'ECONOMIE** : dans quel système économique sommes-nous, et quelles en sont les caractéristiques? Le néo-capitalisme sur le plan de l'économie générale : production de masse, investissements et consommation. Néo-capitalisme et Plan. Le néo-capitalisme sur le plan de l'entreprise. Limites et incapacités du néo-capitalisme. Quelles solutions

proposer? En face du « système » : intégration ou contestation?

(page 17)

- **LA CIVILISATION DU CONFORT** : Le confort actuel, réalité ou mystification? Crédit et confort. Le confort moyen de libération. Comment dominer le confort? L'Education, comment, par elle, faire de la Masse un Peuple? Que faire sur le plan des structures, sur le plan syndical? Des principes, une idéologie.

(page 21)

- **LES PROBLEMES POLITIQUES** : Les réactions en face de la situation actuelle. La C.F.T.C. et les Partis. Quelle est la position fondamentale de la C.F.T.C. Avec quelles forces la C.F.T.C. doit-elle s'allier pour imposer ses positions? L'éducation politique. Résumé des positions prises en face des problèmes politiques.

(page 23)

3 Les dimensions internationales de notre action

- **L'EUROPE** : planification et action syndicale. Le défi Est-Ouest. Les U.S.A. L'U.R.S.S. L'opposition entre la Chine et l'U.R.S.S. Le danger de la Chine : son emprise sur les pays en développement : pays d'Asie, le Japon, pays d'Afrique. L'Afrique et les pays arabes. L'Amérique latine.

Tout nous ramène à la grande séparation du monde : pays où l'on mange et pays où l'on a faim. La coopération technique, solution indispensable. Ce que proposent les Organisations C.F.T.C. sur le plan européen, sur le plan international.

(page 27)

4 Comment la C. F. T. C. doit-elle organiser ses structures

pour répondre aux dimensions qu'elle est OBLIGEE d'atteindre pour faire face à sa vocation?

- Sur le plan général. Sur la section d'entreprise. Syndicat de base. Unions locales. Fédérations. Organisations départementales. La Confédération : le problème des services et des hommes.

(page 35)

5 Nos rapports avec les autres organisations

- L'aspiration profonde vers l'Unité. Par quels moyens y parvenir. Le pluralisme a aussi ses défenseurs. Mais avec qui faire l'unité et comment. La C.G.T. Le rapprochement C.G.T. et F.O. L'action avec F.O. La C.G.C. La F.E.N. U.N.E.F. et C.N.J.A. Rapports avec les organisations syndicales internationales.

(page 39)

6 Conclusions

- Tirez-en vous-même l'essentiel...

(page 45)

1

ce que veut être ce rapport

RAPPORT COMPLEMENTAIRE : le titre se suffirait à lui-même, mais l'importance de la question mérite une explication.

Les adhérents de la C.F.T.C. se rappellent la procédure employée : quarante militants ont exprimé quelles sont les évolutions des hommes, de leurs techniques et du monde et en face desquelles ils devaient construire quotidiennement leur mouvement syndical.

Ces « éléments de réflexions » ont été envoyés à tous les syndicats adhérent à la C.F.T.C. sous forme d'un rapport, révisé par le Bureau confédéral et le Conseil confédéral et dont les conclusions étaient accompagnées d'un questionnaire.

C'EST LE FRUIT DU TRAVAIL DE TOUTES LES ORGANISATIONS

Toutes nos organisations avaient donc la possibilité de réfléchir sur les problèmes posés, d'en discuter et de faire connaître leurs opinions. C'est le fruit de leur travail qui est exprimé dans le présent rapport.

Ce rapport complémentaire est donc l'apport de tous les syndicats de la C.F.T.C. ayant exprimé leur avis sur les problèmes posés.

Tous les textes ont été lus honnêtement, loyalement, même lorsqu'ils étaient mordants et durs.

Les réponses sont riches, réfléchies, différentes suivant la profession, la région, la formation, les expériences.

Elles sont presque toutes scrupuleuses, tenant à préciser la part prise par les adhérents dans le débat, le pourcentage de ceux qui ont exprimé telle ou telle opinion.

Il s'en dégage un dynamisme, une force, une jeunesse reconfortante. Aurons-nous réussi à les exprimer aussi complètement que nous le souhaitons? Nous l'espérons.

En tous les cas, après une lecture qui a pris beaucoup de temps, nous avons retiré tout ce qui était neuf dans le domaine des expériences, des idées, des expressions. Certaines se sont répétées dans presque tous les rapports. D'autres étaient uniques, ou se retrouvaient rarement.

Avec cette moisson, nous avons essayé de faire une présentation aussi juste que possible. Nous y avons joint les renseignements fournis par les camarades des services confédéraux du Centre d'Etudes et de Recherches.

Ce rapport constitue donc un digest des positions, conceptions, idées, expériences, présentées par nos correspondants, auxquelles ont été ajoutées des références chiffrées ou des renseignements.

Autant que possible, nous avons essayé de sauvegarder l'expression originale, même si cela a « tordu » un peu la construction des phases. Les auteurs les reconnaîtront.

Répetons-le : le travail de plus de deux années aura donc recueilli, à partir de l'opinion de militants servant d'ouverture au débat, l'avis de toutes les organisations qui ont fait l'effort de répondre. Ainsi, les conclusions que nous essaierons d'apporter seront-elles le plus près possible de la pensée même du Mouvement.

Si nous n'avons pas toujours respecté le plan du premier rapport, c'est que certains compléments nous ont entraînés un peu plus loin que prévu et c'est normal. Nous espérons néanmoins que les camarades pourront nous suivre.

UNE SEULE VOLONTÉ : CELLE D'EXPRIMER LE PLUS HONNÊTEMENT POSSIBLE LES AVIS DES RESPONSABLES DU MOUVEMENT

Par ailleurs, certaines organisations nous ont brutalement choqués en nous prêtant une volonté d'orientation partisane dans le texte « des Eléments de réflexion ».

Nous souhaitons que le « complément » leur prouvera notre seule volonté : exprimer le plus honnêtement possible les avis des responsables du Mouvement. S'ils ont été durs, nous voulons croire, après tout, que c'était surtout pour nous inciter à encore plus de rigueur.

Sur le rapport lui-même, relevons quelques-unes des suggestions qui nous sont proposées :

- « Il faudrait employer des termes simples et préciser les définitions. »
- « Il aurait fallu plus de temps. »
- « Les textes soumis ne constituent-ils pas une mise en condition pour préparer, sans le dire, une évolution des principes ? »

Enfin, des responsables de tendances extrêmes opposées, peu nombreux, déclarent brutalement « le seul problème, c'est la référence et le titre de notre organisation. »

Certains ont constaté que, pour la première fois, ils avaient pu discuter à fond ces problèmes avec des camarades.

Tous se plaignent du manque de temps, et ils ont raison. Mais nous avons été victimes des séries d'élections politiques et sociales en face desquelles nous ne pouvions qu'essayer de serrer le plus possible notre calendrier.

NOTEZ BIEN

Au moment de la rédaction de ce document, de nombreux rapports nous arrivent encore avec beaucoup de retard. Ils seront étudiés avant le Congrès et nous en tiendrons compte, au maximum, dans la présentation orale du Rapport.

LA C.F.T.C. dans la France d'aujourd'hui et de demain

QUELS sont les faits, les conditions de vie en face desquels les responsables de la C.F.T.C. se trouveront demain et auxquels ils doivent faire face dès maintenant ?

La progression démographique et ses conséquences, la montée des Jeunes, c'est le point dont il faut partir, car il représente la vie et son déroulement. Tout le reste doit être pensé en fonction de cet impératif. On n'arrête pas la vie sans se renier soi-même. La vie peut être merveilleuse ou pénible. Nul n'a le droit d'y attenter directement ou indirectement sans commettre un crime contre lui-même, car il justifie toute action destructrice de lui-même et de ses semblables.

Les solutions à l'échelon mondial ne sont pas faciles à trouver. Sachons nous méfier du simplisme ou du fatalisme. Le problème est peut-être posé à la Société, mais c'est chaque homme qui doit le résoudre.

En tout cas, si nous croyons à notre responsabilité collective, il nous faudra trouver des solutions ni lâches, ni paresseuses. Il ne faudra pas seulement se contenter d'énoncer des principes, mais pour leur rester fidèles, trouver les solutions techniques permettant de les appliquer.

Pour la France, rien ne saurait mieux exprimer la progression démographique que les chiffres présentés dans le rapport « Eléments de Réflexion », à la page 8, et dont nous pensons la répétition inutile.



LES JEUNES

Pour nous, syndicalistes, ce problème se présente d'abord sous l'angle de l'entrée des Jeunes au travail, de la nécessité de leur fournir un emploi.

Mais quelle peut être leur mentalité ? En avons-nous conscience ?
Laissons parler un Jeune :

Le témoignage d'un jeune

Le Jeune, parce qu'il est jeune, enthousiaste et idéaliste, veut tout naturellement faire SON expérience. Aussi, pour lui, rien n'est définitif : son attitude fondamentale est la « remise en question ».

Or, la Société se présente à lui comme en perpétuelle ébullition dans tous les domaines, ce qui l'attire tout en présentant ce caractère instable comme toute société en changement.

En effet :

- Chaque année apporte de nouvelles découvertes scientifiques, d'ordre spatial, biologique, etc., d'où un certain danger d'une espérance aveugle et inconditionnelle en la Science.
- La remise en cause sur le plan de la pensée l'intéresse. Il lira CAMUS, SARTRE, SAGAN...
- Les Arts sont eux aussi en pleine évolution.
 - L'Architecture (LE CORBUSIER, etc.).
 - La Peinture et la Sculpture (PICASSO, BUFFET...).
 - La Musique, la Danse (BARTOK, DEBUSSY, les danses rythmées).
 - Le Théâtre même, dans la mesure où il le fréquente (AUDI-BERTI...).
- L'influence captivante et croissante de l'image :
 - Le Cinéma.
 - La Télévision.
 - La Publicité.
 (toutes trois en plein développement).
- L'éclatement des structures traditionnelles de la Société :
 - La Famille où chacun exerce une profession.
 - Les grands ensembles.
- Au niveau politique, la perte de certaines valeurs. Ainsi, le mot « Patrie » qui paraît désuet et sans fondement à une époque où les moyens de communication sont rapides, où les échanges sont quotidiens (Presse, Radio, etc.).

Devant ce monde moderne qui l'attire, il constate cependant qu'il n'en est pas responsable et même qu'il en est étranger.

- Qu'y a-t-il de fait pour les Jeunes dans ces grandes cités ?
- Pourquoi cette inégalité devant l'enseignement ?
- Pourquoi apprendre tel métier qu'il ne pourra, en fait, exercer ?

D'où ce sentiment de révolte envers cette Société qu'il découvre imparfaite et contraire à son sens de l'idéalisme.

D'où deux attitudes possibles :

- Le refus de tout engagement.
 - Il faudra surtout REUSSIR, c'est-à-dire avoir un métier qui RAP- PORTE dans cette Société où tout s'achète.
 - Attitude antisyndicale. L'essentiel est l'intérêt personnel (heures supplémentaires, etc.).
 - Le reste du temps, il s'évadera de son travail. N'étant pas source de création, ses loisirs seront identiques. Il se retrouvera collecti- vement dans la « Bande ».
- Le désir de s'engager pour transformer.
 - Là encore, deux comportements peuvent apparaître :
 - Son besoin de changement radical, idéal, peut le pousser jusqu'au fanatisme (ex-Jeunesse Hitlérienne, Jeune Nation).
 - Son engagement dans un groupe d'adultes (organisation syndicale), à condition qu'il puisse prendre sa place en tant que nouvelle génération et que le mouvement ait cette attitude fondamentale et essentielle pour lui, de remise en cause des idées conventionnelles.

Complétons cette vision fort bien analysée en rappelant que les Jeunes ont été marqués par la guerre d'Algérie. Que certains ont besoin de s'extérioriser follement (voir les engins motorisés : du vélomoteur pétaradant à la voiture d'occasion). Tendance au débrouillage individuel ou à celui de la bande, d'où acceptation trop facile des heures supplé- mentaires.

Chez eux, pas de préjugé anti-syndical, mais un regard mêlé de curiosité : « Une grosse bête qui crie et hurle toujours, qui combat tout et ne construit rien. »

Les Jeunes accrochés viennent très souvent d'un mouvement de Jeunesse. Il semble à certains de nos camarades que les Jeunes Etudiants s'intéressent beaucoup plus au syndicalisme.

Cependant, les Jeunes sont, en 1963, mieux préparés, plus conscients. Ce sont eux qui viennent au syndicalisme dans le milieu Ingénieurs et Cadres. L'influence du milieu familial joue, mais il peut jouer à double sens. Opposition parce que le père ou la mère en ont trop parlé, ou au contraire continuation du travail commencé par ce que les parents ont su, tout en portant leur témoignage, ne pas forcer la pensée et la déter- mination des enfants.

Cependant, les Jeunes sont effrayés par les militants trop engagés. Est-ce parce que parents et école ne leur apprennent pas leur métier d'homme ? Est-ce parce que la jeunesse souhaite des modèles et qu'on ne lui donne que des fantoches ou des amuseurs ? Est-ce parce qu'ils ont peur d'être embrigadés ?

Ils ne comprennent pas la diversité syndicale. Cette division leur rend l'organisation peu attrayante. Ils ont enfin tendance à assimiler les syn- dicats soit aux partis, soit à un bureau de poste ou à une caserne de pompiers.

Certains veulent tout simplement se débrouiller seuls. Ils ont suffi- samment de toupet et savent présenter leurs revendications.

L'éducation donnée à l'école et notamment dans la formation technique est très insuffisante sur le plan économique, social et même civique. On semble se contenter de donner la connaissance des institutions et des lois, sans faire saisir toute la part humaine du Service dans la Société.

Cela est encore pire si la formation professionnelle est aux mains des entreprises.

En tous les cas, l'émulation dans les écoles techniques est souvent soutenue par une tendance à rappeler trop fréquemment aux élèves leur appartenance à une élite et à développer non tellement leur solidarité, mais plutôt leur esprit de débrouillardise et leur individualisme.

Quelles que soient les causes, il est certain que le syndicalisme doit faire un sérieux effort pour se montrer moins rébarbatif. Il faut leur offrir de participer à l'action, sans paternalisme, d'un syndicalisme qui soit « mouvement ». Leur montrer que la conception de l'homme, l'idéologie, n'est pas seulement une querelle d'anciens, mais qu'ils en possèdent une et en construisent une.

Il faut savoir présenter un syndicat plus humain, ouvert aux problèmes de loisirs et de leur organisation, essayant de comprendre leurs besoins.

En liaison avec les syndicats d'enseignants, une action devra être menée pour la présentation du syndicalisme à l'école.

Certes, leur intérêt sera surtout éveillé à leur retour du service militaire, mais il ne faut pas négliger tout ce qui peut être fait auparavant. Le « soldat » des syndicats ouvriers d'avant 1936 avait un sens psychologique profond et le contact était ainsi assuré pendant la période du service.

Dans notre mouvement, d'après les réponses, il semble qu'il y ait disparité entre les adhésions de Jeunes et la participation de ceux-ci aux responsabilités dans les organismes directeurs. Ces derniers sont beaucoup plus nombreux. Cela pourrait vouloir dire que nous recueillons les adhésions des Jeunes qui viennent au syndicalisme par un certain sens du service, et non celles des jeunes travailleurs n'ayant pas encore été touchés par un mouvement ou une action.

Cela entraîne comme conséquence une présentation adaptée de nos principes, programmes et méthodes. Les Jeunes ne sont pas moins idéalistes, mais ils détestent les grands mots, les termes creux, et en cela ils ont raison.

Mais les intégrer au maximum, en leur donnant leur place, tout en leur assurant une autonomie suffisante, cela doit être réalisable. Nos commissions spécialisées constituent un premier pas, qu'il faudra accentuer.

LE PROBLÈME DE LA VIEILLESSE

Avant d'en terminer avec le problème démographique, il faut souligner l'importance du problème de la vieillesse. Au fur et à mesure que la science humaine réussit à prolonger la durée de la vie, il faut trouver un règlement au problème posé par les Vieux dont les capacités d'activité sont encore grandes. Si le nombre des Jeunes augmente, il faut avancer l'âge de la retraite et prolonger la scolarité.

Mais la distribution d'une retraite suffisante n'aura pas pour autant réglé le problème des Vieux capables de continuer une activité. Ils risquent de mourir de ne plus avoir rien à faire.

Il y a lieu de souligner les variations de la proportion des actifs et des non-actifs, et de tenir compte de ces données pour arrêter les décisions sur l'emploi.

LA FAMILLE



Si les Jeunes constituent le problème majeur de notre époque, il faut obligatoirement regarder où en est la famille et l'éducation donnée par elle ou en son nom.

Plusieurs Organisations ont tenu à poser le problème de la femme, de la mère de famille, de l'orientation et de la formation des jeunes filles, du travail de la femme et de ses conséquences, de l'évolution féminine. Elles demandent que soit fixé le statut de la mère de famille. Elles soulignent que le capitalisme encourage le travail de la femme pour permettre l'absorption de la production.

Certaines Organisations ont d'ailleurs également posé le problème de la limitation des naissances, mais sans le résoudre et sans prendre position. Il reste que la famille a sérieusement évolué avec les conditions de vie nouvelles.

A l'autorité absolue des Parents, a fait place une collaboration communautaire qui se traduit parfois par une aimable anarchie... Il faut convenir que les enfants sont maintenant majeurs en fait, sinon en droit, bien avant leurs vingt et un ans. Cela suppose une adaptation éducative des parents et une part de risque dans cette éducation qui n'est peut-être que le commencement plus rapide de l'expérience humaine. Il n'est pas prouvé que cela est meilleur ou plus mauvais, mais cela « est ».

En fait, à la famille fermée sur elle-même et réussissant mal à se suffire, parfois dans l'ennui, a succédé une famille où les parents ont parfois l'impression d'être entraînés dans une vaste fresque des amis et camarades de passage. En définitive, il ne faut pas penser que leur rôle est terminé. Pour être différent, il peut être aussi important tout en étant moins autoritaire.

La famille éducative, formatrice, a besoin des auxiliaires que sont les enseignants et les éducateurs. « C'est le rôle de la communauté de préparer et de mettre à son service les enseignants nécessaires en respectant la liberté essentielle et déterminante de la famille dans cette tâche. Les enseignants ayant en plus à donner la formation civique nécessaire sans entrer dans le domaine des options d'ordre philosophique. »

La plupart des Organisations se plaignent des déficiences de l'enseignement. Elles demandent « une réforme de l'enseignement, des programmes, la révision de la notion de laïcité, la nécessité de fournir des locaux et des maîtres — organiser l'enseignement permanent —, augmenter les bourses, créer des Facultés ouvrières permettant les rattrapages. Créer des Universités libres ».

Sur le plan pédagogique, « il est nécessaire de revoir l'attitude autoritaire de beaucoup trop d'enseignants. L'application de certaines consignes de discipline stricte révoltant l'élève. Les enseignants ne doivent pas être des pontifes ».

« La scolarité doit être obligatoire jusqu'à seize ans. »

« La nécessité de favoriser par tous moyens la culture. »

Les jugements sur l'enseignement technique sont parfois très durs. « Manque de vision, de prévision » ; « réaction sur l'apprentissage assuré par les entreprises ou le patronat » ; « demande de lutte à engager contre le plan patronal de formation technique. »

Sur le problème de la laïcité, abordé en général avec beaucoup de prudence, on note que « la C.F.T.C. doit défendre la laïcité », que l'enseignement et la culture doivent être payés par l'Etat, par le canal souhaité par les parents ».

Il ressort que la réforme de l'enseignement telle qu'elle est présentée par le S.G.E.N., réforme qui lui a attiré pas mal de réactions favorables, devrait être étudiée par les adhérents de la C.F.T.C. et pourrait apporter bien des solutions.

Les Organisations de la C.F.T.C. ont également beaucoup insisté sur le droit de contrôle des parents, sur la nécessité de faire toute leur place aux associations de parents d'élèves, l'augmentation des bourses, la création d'universités libres. En fait, il faut se rendre compte que, si l'enseignement suffit à peine pour réaliser un plan déjà retardataire, il faut faire un effort considérable si ce pays veut être capable, à la fois, de réaliser la formation générale, professionnelle, technique, universitaire, adaptée à ce temps et, en même temps, fournir les compléments nécessaires pour une culture qui doit être poursuivie toute la vie. Celle-ci est devenue nécessaire pour

échapper à la mécanisation de la pensée et au rabaissement des cerveaux au rôle de machine électronique emmagasinant, conservant, triant, fournissant les connaissances suivant les besoins, mais incapable d'y ajouter le moindre fruit d'une réflexion personnelle devenue impossible.

Mais il faut également prévoir les adaptations d'un enseignement professionnel donnant les bases nécessaires et polyvalentes pour permettre les changements et adaptations professionnelles qui seront nécessaires à tout travailleur.

L'HABITAT



Éducation, Enseignement, Culture, Famille, Jeunes...

Derrière ces têtes de chapitre, il est curieux de voir comment toutes les Organisations font suivre le problème, considéré comme primordial, de « l'Habitat » dans notre pays.

Il vient souvent en même temps, parfois avant le salaire et le pouvoir d'achat. Il est vrai qu'il ne saurait y avoir une politique de formation, de culture, d'éducation sans un plan d'habitat sérieux et rapide.

Si la période très difficile est passée, les efforts faits restent très insuffisants.

Notre pays n'arrive pas à loger ses habitants alors que cette phase devrait déjà être dépassée et que les services devraient pouvoir étudier, à l'heure actuelle, les plans du logement permettant les reconversions nécessaires ou les mouvements de travailleurs en fonction des évolutions de la technique. Car il faut avoir le courage de bien voir les choses en face ; pour une partie des travailleurs, un certain nombre d'années de leur vie se déroulera probablement dans des régions différentes, même si tout le nécessaire est fait pour amener l'outil à la portée de la main-d'œuvre.

Nous sommes là à la limite de la planification économique et des impératifs sociaux, et le syndicalisme doit mettre les seconds en avant.

Les impératifs sociaux doivent être le moteur de l'économie et non pas le résultat.

Les hommes doivent régler et organiser leur économie intelligemment pour qu'elle satisfasse les besoins des membres de la Communauté.



LE PROGRAMME SOCIAL

Nous ne rappellerons pas ici le programme de la C.F.T.C. sur :

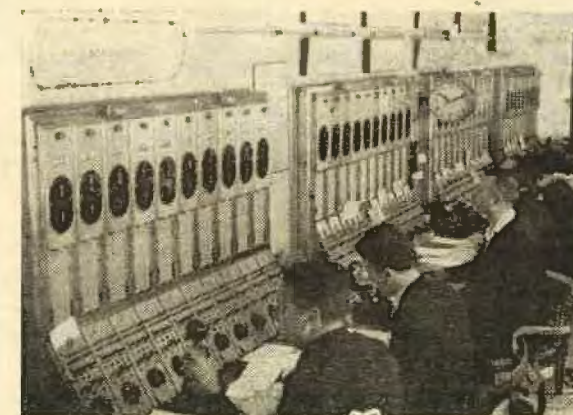
- Le pouvoir d'achat ;
- Le problème de la répartition des revenus, résultat d'un effort commun vers lequel une économie moderne peut être orientée ;
- Le pouvoir d'achat familial ;

ÉVOLUTION DES POPULATIONS

Mais pour quelle communauté de citoyens cet effort doit-il être fait ? Il faut prendre conscience des évolutions qui se font dans les différents milieux :

- Diminution du nombre des agriculteurs ;
- Augmentation du nombre des salariés ;
- Augmentation du nombre des techniciens ;
- Diminution des professionnels, disparaissant de la fabrication pour passer à l'entretien ou aux études ;
- Augmentation des exécutants, des surveillants, des presse-boutons ;
- Remplacement des entreprises personnelles dans l'industrie ;
- Diminution obligatoire des petits commerçants ;
- Naissance d'un sous-prolétariat étranger ;
- Maintien d'une classe ouvrière très différente, ayant une place majoritaire au milieu des travailleurs.

Sans croire au découpage en tranches des catégories sociales, nous devons constater des évolutions. Ces évolutions entraînent des modifications profondes du genre de vie. Les motifs d'action sont différents. Les tranches d'âges elles-mêmes sont très changées. Le jeune est vieux plus vite. Le vieux est vieux plus tard. On nous pardonnera cette boutade.



Que représentent les travailleurs syndiqués ?

Dans l'ensemble des travailleurs, que représente la Classe ouvrière ?

Tous les travailleurs appartiennent-ils à la Classe ouvrière ?

Comment définir une classe ouvrière, moteur de l'action de tous les travailleurs et, conséquence logique, comment se posera le problème du syndicalisme dans le Mouvement ouvrier ?

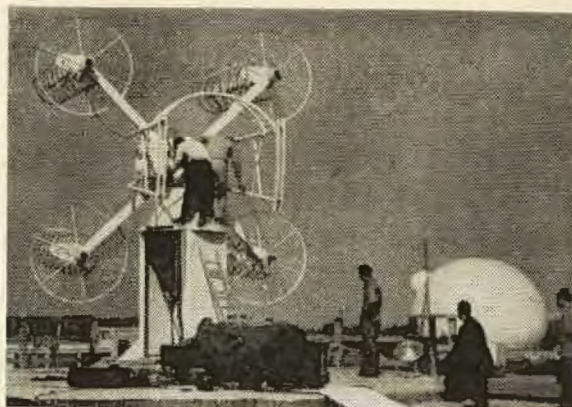
Et que comprendra le Mouvement ouvrier ?

Rien ne peut être tranché dans ce domaine.

Il faut le temps de la réflexion, mais il faut aussi suivre tout cela de près.



Lorsque Christophe Colomb découvrit l'Amérique, la nouvelle a mis 160 JOURS pour parvenir au Roi d'Espagne. Aujourd'hui, à la minute même où un astronaute tourne dans l'espace, le monde entier peut suivre son évolution.



Depuis toujours, la technique a évolué en grande partie en fonction de l'énergie mobilisable. Du collier de cheval au gouvernail d'Etambot et à la vapeur employée dans les lourdes machines, il y a eu des siècles. Mais de la vapeur à l'électricité et de l'électricité à l'énergie atomique, un peu plus de cent ans seulement se sont écoulés.

Actuellement, les techniciens ne peuvent pas encore se servir de l'énergie atomique à des prix concurrentiels, mais dans dix ans ce sera fait.

Et puis, il y a les produits nouveaux découverts : le pétrole, le gaz, déjà vieux alors que les transports sont à peine organisés.

Dans *Formation*, numéro de janvier-février, J. Berthon a fait une étude sérieuse sur cette progression, attirant l'attention sur les dernières découvertes : pile à carburant, énergie photo-électrique, énergie plasmatique. La recherche se situe sur la production de l'énergie transportable directement, sans passage par l'énergie mécanique.

L'homme veut avoir à sa disposition une « énergie » considérable, rapidement. Pourquoi ? Parce que, tout simplement, s'il y a une tendance pour tous les citoyens français à avoir des besoins de base semblables, les biens secondaires et tertiaires seront fonction des « motivations » des hommes. Et l'on sait combien, dans ce domaine, le milieu pèse sur les hommes.

Les hommes d'aujourd'hui et de demain sont marqués avant tout par la technique. Il y a à la fois, dans leur comportement, un étonnement de l'avoir vu évoluer si vite et une tendance à vouloir tout expérimenter, et tout de suite. Sans être forcément des techniciens, les hommes du XX^e et du XXI^e siècle ont à la fois un besoin et une adoration de la technique. Comme pour toute chose très neuve, ils ont tendance à en voir les bienfaits, sans toujours en comprendre les dangers.

Il est vrai que les besoins augmentent.

Une évaluation de ceux-ci peut être faite pour 1975, à partir d'une étude des besoins des différents secteurs utilisateurs (Sidérurgie, Industries diverses, Transports, Secteur domestique) ; ces besoins seront fonction de la croissance attendue des branches utilisatrices ainsi que des changements technologiques escomptés (mise au mille de coke dans la Sidérurgie, diésélisation dans les Chemins de fer, etc.).

Aux incertitudes pesant sur l'évolution de ces différents facteurs (taux d'expansion, déformations dans la structure des branches, progrès dans l'utilisation de l'énergie) s'ajoutent celles relatives à l'évolution des prix des différentes formes d'énergie ; les utilisateurs pouvant être incités à utiliser telle source d'énergie plutôt que telle autre.

L'énergie est, en effet, un facteur non négligeable des coûts de production. Les frais d'énergie représentent un pourcentage important du coût total de certains produits : plus de 25 % pour la Sidérurgie, 10 à 15 % dans l'Industrie chimique, 8 % pour l'Industrie mécanique.

Le facteur « approvisionnement à bon marché » en énergie n'est donc pas négligeable dans la concurrence.

Mais le facteur coût n'est qu'un des éléments de décision ; pour satisfaire les besoins en énergie, doivent être également pris en compte la sécurité des approvisionnements et le coût social des éventuelles reconversions des mines de charbon.

La sécurité des approvisionnements et les considérations sociales peuvent impliquer, en effet, qu'au-delà d'un certain seuil l'on renonce à certaines importations d'énergie à bas prix.

La grève des mineurs a permis de faire prendre conscience du problème, mais il n'est pas réglé pour autant, et notre pays doit envisager une consommation globale en millions de tonnes d'équivalent charbon de 122 en 1960 à 231 en 1975.

Dans cette production, la part du gaz passerait de 2,4 % à 10 %, et celle des produits pétroliers de 30 à 47 %.

Mais la fantastique évolution de l'Energie ne constitue qu'une partie de l'évolution technique.

Le Centre Confédéral de Recherches et d'Etudes, dans une note résumant les études précédentes, essaie de dégager certains des caractères de cette évolution :

L'ÉVOLUTION TECHNIQUE

- a) L'évolution technique — ou progrès technique — s'attaque à la conquête de l'espace ;
- b) Le progrès technique se traduit par la recherche et la création de produits nouveaux de plus en plus importants et aux caractéristiques de plus en plus élevées ;
- c) Le progrès technique, ensuite, se caractérise par l'élaboration de techniques nouvelles et de méthodes nouvelles de fabrication et d'administration.

Recherche spatiale

Celle-ci marque le début de la quatrième révolution industrielle et les Américains, pour leur part, s'attendent à ce que l'industrie spatiale remplace, en importance, l'industrie automobile dans les dix prochaines années.

Ses besoins s'étendent à l'ensemble de l'industrie électronique, chimie des carburants, chimie des plastiques, fibres textiles, matières thermiques et céramiques, instruments de vol, industrie du froid, nouvelles sources d'énergie (énergie photo-électrique, énergie plasmatique, piles à carburant, etc.).

Les produits nouveaux

On connaît déjà les matières de synthèse dans le domaine du textile, de l'automobile, de l'aviation ; citons également les recherches sur les matériaux réfractaires, sur les matières adhésives (colles remplaçant les soudures, etc.), ainsi que les recherches en matière de nutrition : cultures sans terre, utilisation des algues, recherches sur l'utilisation du pétrole et la transformation des hydrocarbures en protéines alimentaires.

Techniques nouvelles

Ces techniques nouvelles sont essentiellement caractérisées par l'automatisation des tâches de production et du traitement de l'information. Ce dernier niveau est considéré comme le stade le plus avancé de l'automatisation (ordinateurs, machines à traduire, contrôle numérique).

Dans le domaine industriel, les machines à programme sont destinées à détrôner les machines transfert « classiques ». Elles ont la possibilité de s'adapter instantanément à des fabrications très variées, à partir d'éléments simples et leur souplesse d'emploi permet une rentabilité maximum des équipements.

La recherche, elle-même, s'industrialise sous le nom de « Recherche et Développement ».

Le chiffre d'affaires de cette nouvelle branche d'activité a été de l'ordre de 70 milliards de NF en 1960 aux U.S.A. et 300.000 salariés y sont occupés.

Cet effort a sa contrepartie sur le plan économique ; les sommes consacrées à la recherche spatiale, pour se limiter à cette dernière, atteignent de très hauts niveaux et risquent d'entraîner des déséquilibres à l'intérieur des nations industrielles entre secteurs de pointe et secteurs marginaux et, à l'extérieur, entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

L'emploi est également tributaire du progrès technique. La Recherche et Développement aux U.S.A. emploie environ 100 fois plus de personnel scientifique qu'au début du siècle. Une grande partie de l'industrie électronique travaille pour l'espace.

En France, le IV^e Plan prévoit, d'ici 1965, un accroissement de 50 % d'ingénieurs et cadres supérieurs et de 65 % de techniciens et dessinateurs.

Mais, en décembre 1958, les deux plus grandes firmes des U.S.A. ont construit 60.000 voitures de plus qu'en 1957 ; cependant, dans le même temps, le total des ouvriers a diminué de 33.000.

De 1947 à 1957, la production industrielle a augmenté de 43 % et la main-d'œuvre de 1 % seulement.

Un rapport au Congrès des Etats-Unis déclare que si l'automatisation continue à se développer au rythme actuel, à peu près 2.000.000 d'individus seront « déclassés ». Les industries de transformation ont supprimé 900.000 postes en 1960 et d'après le ministre américain du travail « tout porte à croire que le déclin « technologique » des emplois industriels va s'accélérer ».

En U.R.S.S., une ligne automatique pour la production de châssis de moteurs électriques, installée en 1958, produit 80.000 châssis par an avec 6 régleurs contre 42 employés auparavant.

Une boulangerie automatique de Moscou fabrique 250 tonnes de pain par jour avec 6 boulangers au lieu de 500.

Une usine de pistons à Oulianovsk produit 3.500 unités par jour avec 10 ouvriers au lieu de 160.

En revanche, on évalue à 300.000 environ le nombre de spécialistes en calculatrices électroniques qui devront être formés dans les pays du Marché Commun d'ici 1970, soit 15 fois leur nombre actuel.

Sur l'évolution de la qualification des emplois, les thèmes se partagent entre ceux qui estiment que le progrès technique fera appel à un nombre important de spécialistes et techniciens hautement qualifiés et ceux qui pensent qu'il y a, au contraire, des chances pour que la conduite de machines très complexes puisse être confiée à des travailleurs de faible qualification.

Quels sont les jugements portés en face de l'évolution galopante des techniques ?

En face de cette « Evolution galopante des techniques », comme disent certains de nos camarades, quels sont les jugements portés ?

On sent une grande inquiétude en même temps qu'une grande curiosité et une grande admiration.

« Nous allons devenir des retardés, des diminués, des servants. Nous allons perdre notre possibilité de création. Déjà, l'évolution a conduit à une perte de conscience professionnelle, à une perte de l'esprit communautaire et même à une insensibilité sur le plan moral.

Est-ce que les nouvelles techniques, en entraînant au repli sur soi par le manque d'intérêt, ne vont pas conduire à l'égoïsme ?

Il y a certainement un nouveau risque d'altération — le goût de l'effort disparaît, et la joie de vivre ne peut exister qu'en dehors du temps de travail. »

Les cadences de production et la tension nerveuse qui en découle déforment. Les conditions de travail imposées par l'évolution technique ne touchent pas que les travailleurs de l'industrie. Des soignants signalent « que leur travail est de plus en plus robotisé, et que, victimes de la science, ils doivent rester 12 heures sous les rayons dangereux. »

Les méthodes d'information et de conditionnement psychologique au travail, que des découvertes récentes rendent chaque jour plus dangereuses, peuvent casser l'homme.

De plus, au lieu de rapprocher, « la technique coupe les hommes en deux et nous pouvons assister à la naissance d'une nouvelle classe au sein du milieu travailleur : « la Classe des Techniciens », des « Seigneurs dominateurs de la machine » ; des « Ouvriers bourgeois », ainsi s'expriment nos camarades. Mais, dans leur ensemble, ils restent très prudents, car ils sentent que le problème est très grave. En aucun cas, « on ne pourrait le résoudre en faisant de l'ouvriérisme dépassé ».

Sur le plan des répercussions économiques, certains travailleurs se demandent « si cela avancera à quelque chose d'augmenter la production, si on n'augmente pas le pouvoir d'achat. »

Ils pensent que l'évolution technique rendra « les usines moins stables. Les entreprises deviennent de plus en plus vulnérables. Une simple erreur de calcul et son existence peut être mise en jeu. »

Mais si nous sommes d'accord pour constater l'évolution de la Technique, il faut que notre syndicalisme puisse se préparer à en atténuer les méfaits et à en augmenter la bienfaisance.

D'abord, « accepter le fait de la technique ».

« Ensuite, approfondir au maximum nos connaissances sur les techniques.

Apprendre à les connaître pour les contrôler et les domestiquer.

Cela demande une démocratisation de l'enseignement et un effort de vulgarisation sérieuse.

Mais la connaissance des faits sans l'acquisition d'une base humaniste, d'une conception de l'homme, ne remplirait pas son rôle, car elle ne permettrait pas de juger. »

Un nouveau style syndical est réclamé par beaucoup.

« Style dont devrait disparaître le verbalisme. Il faut absolument l'ouvrir au technicien qui a moins besoin du syndicalisme et qui a tendance à se syndiquer pour des idées. Ce syndicalisme devrait prendre conscience que s'il est fait pour servir, en premier lieu, les plus défavorisés parmi les prolétaires, il ne peut plus être lui-même un syndicalisme uniquement de prolétariat.

Il faut faire prendre conscience aux techniciens de leur rôle dans le syndicalisme, et leur demander une participation à la hauteur de leur connaissance. Certains responsables recommandent le « jumelage » ou le « matelotage » systématique d'un militant étudé avec un militant action. »

Il reste tout le problème de la prévision des transformations, afin de permettre l'adaptation, la reconversion des travailleurs.

Enfin, les révisions nécessaires devront être entreprises pour que la primauté du politique soit en tous les cas assurée, et qu'il ne se laisse pas dominer par la technique.

« L'organisation des choses ne doit pas remplacer le Gouvernement des hommes. Encore faut-il que la politique soit réellement démocratique et pour cela les responsables devront connaître suffisamment les techniques pour pouvoir déceler les méthodes qui pourraient permettre de les neutraliser.

Mais pour cela, il faut des citoyens responsables et capables de mettre la technique à sa place, sans jamais la mépriser. C'est tout le problème de la formation culturelle et doctrinale. Sans elle, la prise en mains de la technique serait impossible, et même inutile, les hommes n'en voyant ni la nécessité ni la raison se laisseraient emporter par l'admiration béate qui les transformerait en machines bien graissées, avec toutes garanties, sans danger d'aventure, sans danger de risque, mais sans victoires, sans joie, sans vie. Leur suicide n'aurait même plus besoin d'être désiré. »

L'ÉCONOMIE

En fait, nous n'avons pas tellement traité des problèmes économiques dans le rapport « *Éléments de Réflexion* ». Cela a été reproché, à juste titre, par des organisations.

Cette économie est en partie déterminée par la progression de la technique, mais pas seulement par elle.

Le poids des pays sans techniques finira peut-être par être plus lourd que celui des techniques elles-mêmes.

Et d'abord, dans quel système économique sommes-nous ? Et quelles sont ses caractéristiques ?

Tout le monde s'accorde sur la définition du régime existant en France, dans l'Europe de l'Ouest, aux U.S.A. et au Canada : c'est le NEO-CAPITALISME. Pouvons-nous essayer de le définir en syndicalistes ? Comment nous apparaît-il ?

Plusieurs camarades du Mouvement ont essayé de le faire. Aucun d'entre eux ne pense avoir réussi, mais les éléments rassemblés nous ont paru précieux.

En dehors de la nécessité de la réflexion nécessaire sur ce plan, notre effort pourra peut-être servir la définition de la stratégie et de la tactique de la C.F.T.C.

Tenant compte de l'avertissement qui nous est donné par une organisation nous « *mettant en garde contre les aspects séduisants du néo-capitalisme* », nous essaierons de schématiser une définition difficile à faire.

SUR LE PLAN DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE NATIONALE ET INTERNATIONALE :

LE NÉO-CAPITALISME

A supposer qu'une fois
chacun son auto, son frigo,
sa télé... Alors ?

Alors, au nom de la pro-
duction de masse, on sau-
ra vous convaincre que
chacun a bien besoin de
2 voitures, 2 frigos, 2 té-
lés pour « mieux vivre »



Le néo-capitalisme se distingue par la volonté d'une production de masse opposée à la production malthusienne du capitalisme libéral.

La production de masse entraîne une organisation technique et de gros investissements.

L'investissement n'est plus demandé aux actionnaires ou aux banques. Il est pris sur les résultats du travail et décidé par les techniciens, faisant ensuite ratifier leurs choix par l'Assemblée générale. Les entreprises ont tendance à créer leurs banques, au lieu de dépendre d'elles, comme par le passé.

La production de masse demande une consommation importante. Partant de là, le néo-capitalisme a tendance à considérer le salaire comme pouvoir d'achat de la marchandise produite. Il admet donc, en principe, des salaires assez forts, mais il en reste au salariat.

Mais un pouvoir d'achat ne suffit pas. Faut-il encore que celui qui le possède veuille acheter.

Il orientera donc la consommation dans le sens des objets produits et l'on se servira au maximum de la publicité pour les faire vendre, même si les frais de publicité deviennent aberrants, et même si le produit vendu est inutile, et peut-être nuisible.

Le capitalisme libéral connaissait la publicité, mais il l'employait moins systématiquement que le néo-capitalisme qui en est à rechercher les ressorts psychologiques, les « motivations » qui déterminent le geste de l'acheteur.

Le néo-capitalisme admet la notion de plan et l'intervention de l'Etat dans ce domaine. Il l'admet, parce que cela est plus clair et lui permet de mieux connaître les marchés et de bénéficier d'investissements publics pour les industries.

Mais il fait un effort considérable pour contrôler de près les travaux du Plan. Il ne boude pas les commissions de préparation et y envoie ses techniciens. Ceux-ci sont de même âge et de même formation que les techniciens du Plan (ils sont parfois interchangeables) et il leur est facile d'obtenir des redressements qui leur paraissent désirables.

Les cadres techniques du néo-capitalisme sont d'ailleurs très forts en prévision (prospective) et ils apportent aux techniciens de l'Etat des données que ceux-ci ne possèdent pas.

La concurrence tend à être dépassée dans ce système où la concentration est réalisée chaque fois qu'elle est possible et le plus largement possible. Les Centres de décision sont dans les mains des Techniciens de la Finance et de la Production-Vente, l'auto-investissement ayant rendu moins grande la pression des sociétés financières qui ont ainsi perdu une partie de leurs pouvoirs, au profit de la trinité technicienne dont nous parlons plus haut.

Sur le plan de l'Entreprise

Les méthodes de commandement ont évolué. Les cadres apprennent la manière de convaincre les travailleurs, la manière de bien mener une conversation et de désamorcer les colères.

Des professeurs en psychologie sont mis au service des entreprises pour étudier les hommes, examiner les moyens à employer pour entraîner l'adhésion de ceux qui ne sont pas rébarbatifs, ou mettre en contradiction avec eux-mêmes ceux qui sont rebelles au conditionnement.

Tout cela pour l'efficacité, car on ne trouve jamais le besoin de contacts, une volonté d'échanges, mais seulement une méthode pour dominer celui qui peut devenir l'adversaire. Rapports de force dans le sourire et l'amabilité, flatteries, propositions pour donner l'impression à son interlocuteur qu'il est « quelqu'un ».

Encore une fois, un sourire jovial recouvrant un froid calcul. Froid calcul également, l'intégration à l'entreprise qui consiste, pour cette dernière, à fournir le maximum de services et dans le sens le plus souhaité par le personnel.

Accrochage de plus en plus grand de celui-ci de façon à en faire une masse de gens n'ayant plus envie d'aller nulle part, finissant par avoir peur d'envisager de quitter la maison, leur rêve devenant peu à peu de faire carrière dans la maison et de « faire le beau » au courant des soirées de l'entreprise, heureux si on a pu capter un sourire du « chef », et se le raconter pendant une semaine.

Heureux, conscient de sa valeur, l'intégré démontrera à qui veut l'entendre que l'idéal est dans sa conception de la vie. Bien nourri, possesseur d'une auto, d'une « télé », d'une petite maison à la campagne, il aura la certitude d'avoir réussi, oubliant que sa réussite lui a coûté, sans qu'il s'en rende compte, sa dignité et sa personnalité.

Oui, froid calcul, se voulant bienveillant, mais ayant en fait divisé les hommes en deux castes : les seigneurs protecteurs, et les protégés.

La méthode sera même employée avec les syndicalistes, si on n'a pas réussi à les doubler. On les flattera pour essayer de leur montrer « qu'eux, ils doivent comprendre » et qu'il leur revient de converser et de comprendre la place qu'ils peuvent avoir dans l'entreprise.

Seulement, sous des déclarations de sympathie, on refuse la collaboration réelle, le travail en commun pour la conception des activités de l'en-

treprise. De même au plan de l'Economie nationale : on voudrait bien avoir des relations avec les dirigeants syndicalistes « ayant compris » que, lorsque l'on discute les problèmes de grande économie il ne faut pas avoir l'impolitesse de rappeler les revendications des travailleurs.

Les Nationalisations ne font pas peur aux tenants du néo-capitalisme. Ils les ont acceptées. Ils y ont des amis qui ne croient pas tellement à la vertu des Nationalisations et qui, parfois, emploient des méthodes identiques. Les solidarités d'écoles jouent toujours et puis, les Nationalisations, après tout, pour les Capitalistes, cela n'a pas été une si mauvaise opération. Surtout si on a pu, depuis, placer ou maintenir en place des hommes sûrs.

Limites et incapacités du néo-capitalisme

Seulement, le néo-capitalisme est toujours conduit par le profit et, de ce fait, il ne peut régler les problèmes économiques prioritaires pour la communauté, indispensables, mais non rentables.

Il suffit de voir son incapacité à résoudre, même avec le secours du Plan, le problème des disparités régionales et celui, plus grave, des pays de la faim ou en développement.

Plus près de nous, celui des reconversions à prévoir. Comment en sortir ? Quelles solutions proposent les Organisations ?

Il faut passer de la MONARCHIE à la DEMOCRATIE.

— Donner aux travailleurs une Représentation avec pouvoir de décision.

— Réduire le taux de concentration du capital. Obliger le capital à investir.

— Fiscalité renforcée sur les spéculations boursières.

La solution, c'est une Planification Démocratique. Mais est-elle possible dans un seul pays ? Il faut prévoir une action internationale.

En tout état de cause, il faut contester ce régime, et ne pas s'y laisser intégrer.

Mais attention, disent d'autres organisations : *Pousser à fond pour démolir le Régime est peu réaliste. Le temps du Paradis pour demain est passé. Le travailleur moyen tolérera de moins en moins le hurlement d'une opposition à propos de tout et de rien. Il faut maintenir la participation, qui a permis de former des militants, en contestant.*

Mieux vaut influencer que culbuter sans avoir rien à remettre à la place.

En face du « système » :

INTÉGRATION OU CONTESTATION ?

Car, après une analyse du néo-capitalisme, il faut arriver au fameux dilemme qui hante le cerveau des militants : Intégration - contestation en face du système.

En fait, toutes les Organisations n'ont pas tranché entre l'intégration et la contestation. Ils nuancent leurs jugements entre les présences nécessaires et les refus.

A la lecture, apparaît une troisième option, ce qui ne facilite pas le choix.

Faut-il participer à certaines actions ? Jusqu'où ? Dans cette participation, où commence l'acceptation du Régime ? L'intégration du Régime ? La volonté farouche de ne pas se laisser intégrer ne suffit pas, car même si celle-ci existe, ce sont les résultats de nos actes qui comptent. Assister à telle réunion, préconiser telle opération, ou plutôt l'accepter, faute de mieux, c'est s'intégrer.

Il faut donc, étant dans un régime donné — et que l'on souhaite remplacer — déterminer quelles sont, dans ce régime, les tendances allant dans le sens de sa destruction ou de son dépassement, et celles qui permettent sa consolidation. Ensuite, on appuie les premières et on fait l'impossible pour qu'il n'y ait pas de consolidation.

Le travail sérieux à faire, c'est de pousser cette étude, et d'apprendre à faire passer même des revendications qui sont intéressantes dans l'immédiat, après la stratégie globale.

Nous devons pouvoir faire ce travail et notre refus d'intégration se complètera par un travail constant dans les participations, au sein duquel le choix des attitudes sera déterminé par la stratégie globale.

Une tactique qui oublie la stratégie peut aller à contresens de celle-ci, tout en ayant l'air d'apporter localement, ou passagèrement, des résultats intéressants.

En 1963, il ne suffit pas de préparer la révolution et de l'attendre. L'ère des changements et des retournements rapides est probablement terminée dans les pays industrialisés. Il faut la faire, cette révolution, et la gagner chaque jour.

CIVILISATION DU CONFORT



La technique, la production de masse, le néo-capitalisme, l'action des travailleurs, conduisent à un certain confort.

Sur ce chapitre, les réponses des organisations ont été nombreuses et l'analyse a été serrée.

Le confort, c'est bien joli d'en parler, mais il faudrait d'abord prendre conscience de la réalité. La majorité des travailleurs ne bénéficie pas encore du confort. La disparité des rémunérations, les salaires extrêmement bas dans certaines régions, les conditions de vie réelles ne permettent pas de parler du confort pour une grande partie de la Classe Ouvrière.

D'autre part, peut-on parler de confort réel quand la télé ou la voiture d'occasion sont acquises à coups d'heures supplémentaires, du travail à deux ou du travail noir ?

Les éléments de confort, présentés comme une tentation permanente, représentent une mystification du néo-capitalisme. Ce système se sert du confort, ou plutôt d'un certain confort. La présentation d'un style de vie par la presse, le cinéma, la radio, la télévision, conduit au recours au crédit et au sacrifice des besoins non solvables au détriment des besoins réels.

Le rôle de la publicité est extrêmement funeste dans ce domaine. Le crédit, devenu une règle, rend les travailleurs extrêmement sages, afin de pouvoir payer les traites. Au lieu de rendre service à ceux qui s'en servent, il les asservit.

Certaines organisations signalent que le Crédit devient un moyen d'assouvir une envie.

Cependant, si le confort est acquis pour certains travailleurs favorisés, c'est une victoire à condition d'en rester le maître. Il faut d'ailleurs en prendre les moyens, car la civilisation moderne y conduira de plus en plus.

Il peut être un moyen de libération pour l'homme et la femme, à condition de le bien saisir et de le dominer. Sinon, le confort, qui ne fait pas le bonheur, procure un bonheur factice et conduit au ramolissement. Pour prendre une image, le confort est emballé dans l'ennui. Il rend les

militants moins combatifs et les embourgeoise. Certains travailleurs deviennent même des névrosés par suite de la préoccupation du paiement des traites. Dans ce domaine, la fureur de la vogue du tiercé dans les usines s'expliquerait en partie par l'appel à la chance pour régler les problèmes.

Cependant, le confort peut être moyen de promotion. Et puis, il comporte en lui-même sa vaccination.

Les attrait du confort s'usent, si on ne se laisse pas gagner par la frénésie du désir de quelque chose de nouveau pour quelque chose de nouveau.

COMMENT DOMINER LE CONFORT ?

En tous cas, en face de ce problème, qui se pose ou se posera quels sont les moyens et méthodes à mettre en œuvre pour permettre aux travailleurs de le dominer ?

Education

Il faut « de la Masse faire un Peuple » et donc, viser à augmenter non seulement le niveau technique, mais également le niveau culturel, pour donner une personnalité capable de dépasser la pure technique.

Education qui comporte une lutte contre toutes les déviations et, notamment, une presse pourrie, comme la presse du cœur.

Education devant s'adresser aux femmes et aux hommes, et commençant par la formation très pratique, sur le budget familial, le crédit, le confort réel, la hiérarchisation des besoins.

Un cours à Bierville sur ce sujet est demandé.

Une pédagogie étudiée doit être employée, car il faut éviter d'aller à contre-courant.

L'Education doit permettre de poursuivre la culture et doit comporter l'organisation des loisirs. Les activités extra-professionnelles doivent conduire à l'amour du beau et à la lutte contre le mauvais goût.

Toute l'organisation des Loisirs culturels doit être poursuivie avec le retour à la nature, la connaissance du monde, par les bourses de voyages et d'études à l'étranger.

Il faut redonner le goût de la lecture qui est remplacée par la « vision » et ne permettant pas la réflexion.

Chaque U.D. ou forte U.L. devrait construire ou participer à la construction d'une Maison de la Culture.

Sur le plan des structures

— Nécessité d'obtenir un statut de la Radio-Télé avec indépendance à l'égard de l'Etat.

— Lutter pour une participation toujours plus grande des travailleurs à tous les plans.

— Mener une action persuasive pour que les travailleurs découvrent ou complètent leur sens des responsabilités collectives — et leur en assurer l'exercice par une action sur les structures politiques et économiques.

— Obtenir une réglementation, un statut de la publicité, et la suppression des budgets de publicité ou tout au moins leur contrôle.

— Obtenir que le Plan Economique respecte la hiérarchie des besoins et que le Pouvoir Politique appuie ceux-ci.

— Lutter pour la coopération et l'aide au développement. Faire prendre conscience aux Français des besoins du Monde, des détresses du Monde.

Sur le plan syndical

Il y aurait probablement un peu plus de confort à mettre dans nos permanences. Ce ne serait pas un luxe. La trop grande austérité risque de dégoûter les travailleurs. Les militants ayant une vie trop dure, trop héroïque,

que, produisent un effet de « repoussoir ». Ceci doit être nuancé par la nécessité d'un certain sacrifice, d'une certaine privation pour les Responsables si l'on veut éviter l'embourgeoisement. Il faut planifier la vie syndicale. Eviter les réunions le dimanche ; organiser le repos des femmes de militants, mais aussi les intégrer aux préoccupations syndicales notamment par l'ORGECO.

Le syndicat doit absolument créer les Services Loisirs Annexes (Clubs, Cinéclubs, voyages, conférences) ou participer à leur création. Insister sur l'importance de ce travail dans les petites villes ou dans les cités ouvrières.

Des principes. Une idéologie

C'est un cri unanime de nos Organisations.

On ne peut éviter la matérialisation et l'amollissement dans un certain confort que si on a des « raisons supérieures ».

« Une conception de la personne » ; « la volonté du dépassement de soi-même » ; « une idéologie permettant de combattre l'individualisme et le matérialisme » ; des buts idéologiques à trouver » ; « un solide idéal philosophique » ; « la foi pour dominer le confort ».

La C.F.T.C. n'étant pas « école de morale » doit cependant « replacer les valeurs essentielles à leur place » pour une « promotion spirituelle ».

L'aspect métaphysique est certain. Les « principes de la C.F.T.C. », les « principes chrétiens » doivent permettre d'éviter le danger.

Mais il faut « reformuler les valeurs » essentielles, si nous voulons être compris et suivis.

En bref...

Les Organisations de la C.F.T.C. ont parfaitement conscience du problème posé par le confort dans la société moderne. L'impression d'une unanimité sur l'analyse et les solutions se dégageant.

Seule, la formation varie, suivant les professions, les régions.

LES PROBLÈMES POLITIQUES



La réflexion a porté sur de nombreux points, et la matière ne manque pas. Tout d'abord, quelles sont les réactions en face de la situation actuelle ?

La politique est de plus en plus remplacée par la technique, avec des illusions de démocratie.

Le pouvoir personnel empêche les gens de prendre conscience des problèmes. Il agit comme un tranquillisant. Il faut montrer le danger du pouvoir personnel et celui du danger fasciste. Le Nationalisme de De Gaulle conduit au Nationalisme Européen avec quelques satellites.

Il est regrettable que la Confédération ne se soit pas engagée sur la force de frappe ; la C.F.T.C. doit contester le pouvoir personnel, mais il ne saurait être question qu'elle prenne le pouvoir.

C'est une position qui n'est pas unanime. Certaines organisations ayant, en principe, limité le rôle du Syndicalisme, n'ont pas réagi sur ce point, mais il apparaît très nettement que, pour eux, le Pouvoir politique ne saurait être mis en question.

La C.F.T.C. et les Partis

L'unanimité est faite sur la nécessité de ne pas s'accrocher, ne pas être à la remorque des partis. De même, en ce qui concerne le danger du noyautage du syndicalisme par les partis. Les Organisations demandent, ou affirment, que certains partis ne devraient pas pouvoir recevoir l'adhésion des membres de la C.F.T.C., notamment à cause de leur accrochage avec le P.C.

Le nombre des partis devrait être diminué. On pourrait envisager une Commission intersyndicale pour discuter avec tous les partis existants. Pourrait être envisagée, actuellement, la présence de militants dans les partis avec mission d'y agir en syndicalistes et non en membre du parti.

Quelle est la position fondamentale de la C.F.T.C. ?

La C.F.T.C. répond réellement aux aspirations populaires.

Sur le principe de l'action politique, il y a deux tendances au sein du Mouvement. Est-ce si sûr ? Au fur et à mesure qu'on lit les réflexions, on découvre, certes, des oppositions, mais beaucoup plus de points de rapprochements.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de l'Indépendance du Syndicalisme, esprit d'indépendance quelquefois très marqué, même aux contacts avec les hommes du Gouvernement.

Il faut respecter les idées de nos adhérents. Le mode de désignation des responsables dans nos organisations syndicales ne leur permet pas de dire qu'ils représentent la pensée politique de leurs adhérents. Les citoyens se sont détournés de la politique. Il en sera de même du syndicalisme s'il s'en mêle. Il n'a pas à prendre parti sur la politique globale.

Le syndicalisme doit intervenir quand il y a danger de subversion, d'atteinte à la Constitution, pour sauvegarder les Institutions. Il peut lui arriver de remplir un intérim moral, un rôle de suppléance.

Il doit intervenir chaque fois qu'il y a interférence dans le domaine économique et social de la part de l'Etat.

Une autre forme de pensée des organisations estime que « le Syndicalisme » a des responsabilités universelles, ce qui ne veut pas dire qu'il les a dans tous les domaines ; le syndicalisme ne doit pas être apolitique.

Ils préconisent la suppléance des partis politiques défaillants, un front politique et syndical, un travaillisme sur le modèle du Labor dans lequel le syndicalisme intervient directement.

Tous les courants se retrouvent sur la nécessité de peser, de contrôler, et, en général, on ne souhaite que très peu des interventions directes. Sauf en cas de disparition de de Gaulle ; en face du vide, qui pourrait se présenter.

Le recours au peuple devrait pouvoir être possible.

Le contact avec les hommes du Gouvernement devrait être assuré par un Responsable. La C.F.T.C. doit faire connaître son programme social et économique à tous les partis, et en obtenir la prise en charge.

A l'heure, actuelle, ses analyses politiques sont trop partisans et peu prisées de certains adhérents.

Mais si la C.F.T.C. représente une force, elle ne peut réussir seule à imposer ses positions et ses idées. Il lui faut obligatoirement s'allier avec d'autres forces. C'est pour cette raison que le rapprochement avec les paysans est une nécessité vitale.

Sur ce plan, il ne semble pas y avoir opposition. Certaines organisations voudraient que l'on travaille également avec les étudiants, les scientifiques, les techniciens, voire même, un petit nombre, avec des patrons sociaux.

Faut-il, avec ces différentes forces, organiser un colloque avec les Partis politiques, pour leur définir la ligne, les positions même connues. Certes, il faudra peut-être organiser ce colloque, mais avoir rassemblé suffisamment de forces et avoir défini un programme pour que les politiques ne puissent pas jouer entre les forces non politiques. Alors, nous avons une chance de pouvoir préparer la relève dont il faut parler, car elle viendra plus ou moins vite, mais elle viendra.

Ce n'est pourtant pas au syndicalisme à remplacer les politiques. Corps intermédiaire, il doit présenter la défense de ses mandants et assurer cette défense. Il ne saurait prendre la place de ceux qui ont pour mission de défendre le bien général et qui doivent trancher, arbitrer, entre des catégories.

L'éducation politique

Mais le syndicalisme a encore une immense tâche à remplir dans le domaine de l'information et de l'éducation civique et politique.

Il s'agit, avant tout, de demander aux adhérents de trouver le temps et de faire l'effort de penser politique. Il faudra leur apporter des éléments de réflexion, et les former par la création de cours ou d'écoles politiques. Cette éducation sera la meilleure riposte aux essais de conditionnement. Elle ne devra plus laisser les citoyens « boire » à la télévision la ration de tranquillité.

Cette formation devrait-elle être donnée par le canal des Fédérations, comme certains le demandent ? Peut-être, mais à condition d'être coordonnées à l'échelon confédéral.

Résumé des prises de positions

Résumons ces prises de position en face du problème politique.

1° La C.F.T.C. doit faire un effort considérable d'éducation.

2° En face du régime actuel, elle doit éviter tout engagement et faire attention à l'intégration qui pourrait lui être offerte directement ou indirectement.

3° Elle a le devoir de travailler avec les paysans, les techniciens et les étudiants pour préparer un programme à soumettre aux hommes politiques.

4° Le cumul des fonctions politiques et syndicales doit être interdit aux militants, afin d'éviter le mélange des plans et les confusions. Il est cependant tout à fait normal que des militants syndicalistes débouchent sur le plan politique.

5° Au plan des Institutions, il semble que nous en restions à un Conseil Economique ayant plus de pouvoirs, une meilleure composition, un pouvoir de décision dans certains domaines de sa compétence.

6° En tout état de cause, la C.F.T.C. doit continuer à intervenir avec force chaque fois qu'il s'agira de faire passer son programme économique et social.

7° Il lui appartiendra d'assurer la défense des droits constitutionnels et de la démocratie. Dans ce domaine, elle pourra passer au plan de l'action politique directe.

8° S'il n'appartient pas au syndicalisme de participer directement à la conduite de l'Etat, il doit, sans s'intégrer au régime, assurer la représentation des travailleurs partout où cela est vraiment nécessaire. Il lui appartient également de contester les décisions économiques, sociales ou politiques qui tendraient à porter atteinte aux droits des Travailleurs ou à renforcer le Régime économique actuel.

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DE NOTRE ACTION



LA réflexion des Organisations confédérées sur ce problème est intéressante. L'effort de recherche et d'étude est réel.

Certains ont poussé l'honnêteté jusqu'à faire savoir qu'ils ne pouvaient répondre à tout. Il est vrai que le rapport original avait apporté beaucoup d'éléments avec lesquels beaucoup de camarades marquent leur accord. Mais les problèmes internationaux ont plusieurs étages, et tout en attirant l'attention sur les liaisons entre les problèmes divers, il est bon de noter que ce qui inquiète d'abord et à juste titre nos camarades, ce sont les problèmes européens.

L'Europe politique apparaît nécessaire.

Comment la réaliser ? Fusion ? Fédération ? Ce qui est certain, c'est qu'il faut lui donner, ou renforcer, son caractère démocratique.

Elle semble trop, à l'heure actuelle, dominée par les forces capitalistes. C'est pourquoi il faut mener une politique intelligente d'opposition et proposer une planification européenne.

Certaines organisations ajoutent : à forme socialiste.

D'autres pensent que cette planification peut être le fruit d'un colloque, puis d'un travail en commun entre patrons, ouvriers, techniciens, paysans. Cette planification européenne devra comporter un contrôle des investissements. Elle devra s'opposer à une colonisation de l'Europe par le néo-capitalisme américain.

Le Marché commun, considéré comme dominé par les forces capitalistes, doit être modifié. Cela doit se faire par une action syndicale constante. L'Europe démocratique doit trouver une troisième voie. Elle ne doit pas se lier au bloc occidental.

Il y aurait lieu d'ajouter que l'Europe comporte des régions très diverses, avec des zones de sous-développement, que la profession des travailleurs de pays développés sera toujours freinée par le retard des salariés des pays pauvres. Il y a lieu de prendre conscience de cette solidarité obli-

gatoire. La réalisation du Marché commun doit donc être poursuivie dans un tout autre esprit.

Il doit s'ouvrir petit à petit à tous les pays qui le désirent et qui en acceptent les conditions. L'échec de l'adhésion de la Grande-Bretagne ne doit pas bloquer ce problème. Il doit être résolu. Mais, pour cela, le syndicalisme rejette les méthodes fracassantes ou méprisantes, blessant inutilement des partenaires présents ou futurs.

LE DÉFI EST-OUEST

L'Europe se construit, ou se cherche, pendant que l'Ouest et l'Est se défient mutuellement, aussi bien sur le plan des armements que sur celui des découvertes scientifiques, de l'efficacité technique et économique et des doctrines.

Géographiquement liée à l'U.R.S.S., elle est idéologiquement associée aux U.S.A. et à cette force occidentale se présentant comme « la Civilisation », ce qui est, pour le moins, exagéré.

Restera-t-elle liée aux U.S.A., ou a-t-elle un rôle de tiers ?

C'est toute une partie du débat actuel.

Ce qui est sûr, c'est que les systèmes qui lui sont offerts, de part et d'autre, ne peuvent satisfaire des travailleurs européens.

LES U. S. A.

Les U.S.A. connaissent des difficultés, mais ils sont capables de les surmonter. Ils seront d'ailleurs amenés à prendre de plus en plus des mesures socialisantes. Passant successivement par des périodes de dépression et d'angoisse, auxquelles succèdent euphorie et confiance en soi, ils peuvent faire avancer la paix ou la faire reculer, suivant le vent qui passe, ou le nombre de tranquillisants ou d'excitants avalés par les responsables.

Dans les périodes d'euphorie, ils ont tendance à vouloir manier le monde, et ils sont étonnés qu'il ne se laisse pas faire.

Que veut, que peut la jeunesse des U. S. A. ? Saura-t-elle sortir des analyses trop courtes, trop simples, décidant de l'emploi de moyens considérables ?

Certaines organisations de la C.F.T.C. « pensent qu'il ne faut pas appuyer les capitalistes contre les Russes et ne pas s'engager dans la bagarre Est-Ouest. Est-ce si facile ? »

L'U. R. S. S.

En son sein se dessine une évolution : est-elle voulue par les dirigeants ou concédée sous la pression des masses et des techniciens n'acceptant plus aussi facilement les sacrifices ?

Détentes et resserrements se succèdent sur des plans différents, sans qu'il soit possible de savoir exactement où en est la situation.

Ce qui est sûr, c'est que rien n'est concédé sur le plan de la doctrine et de tout ce qui peut, de près ou de loin, y toucher : culture, art. Il semble même que plus on adoucit les conditions de vie, plus on renforce la formation doctrinale.

Tout le problème est de savoir si elle est encore réellement prise au sérieux. En tous les cas, il semble que le nombre des prisonniers dans les camps de concentration ait diminué, que certains camps aient été supprimés, mais, encore une fois, comment savoir exactement ?

L'U.R.S.S. est en face, depuis plus de quarante ans, d'un échec et d'une réussite. La réussite technique est certaine, dans le domaine de la science, de l'économie, de l'industrialisation, mais il y a l'échec agricole.

Malgré toutes les méthodes employées, depuis les socialisations intégrales jusqu'aux retours au système de la propriété privée. Il semble que les faits et les hommes obligent l'U.R.S.S. à évoluer dans un sens contraire de celui des U.S.A.

Alors, le défi entre les deux, ce serait un rapprochement de fait ?

En face de cela, les organisations de la C.F.T.C. demandent que l'on dépasse la peur maladive du communisme, et que l'on « aide son évolution possible ». Il faut avoir des contacts avec les peuples des pays communistes. L'évolution est contestable, mais peut-être que la société communiste de demain sera plus près de nous que la société capitaliste.

Il faut obtenir des échanges entre l'Est et l'Ouest.

Mais le défi de l'Est et de l'Ouest n'est pas limité aux pays des deux géants. En dehors de la conquête de l'espace, il y a la conquête économique et politique des pays du Tiers-Monde.

Chacun d'eux essaye d'agir sur les pays en développement. Chacun d'eux a sur ce plan une très grosse épine dans le pied. Les U.S.A. ont Cuba et l'Amérique latine. L'U.R.S.S. a la Chine. Sur les autres pays du monde en développement, ils se concurrencent, et souvent se succèdent.

Cuba est sensible, comme certains pays d'Amérique du Sud, au charme soviétique. La Chine n'est aucunement sensible au charme des U.S.A.

Le débat entre les U.S.A. et Cuba est connu. Il était prévisible. C'est la fin d'un certain colonialisme économique. Il prend toujours un peu cette forme avec certains pays d'Amérique latine qui n'acceptent pas des situations presque semblables. Les U.S.A. devront dominer des appréhensions profondes pour se faire accepter. Il suffit d'en parler avec nos camarades de la CLASC pour être fixé.

L'OPPOSITION CHINE - U. R. S. S.

L'opposition entre la Chine et l'U.R.S.S. est beaucoup plus vieille qu'on ne l'imagine, puisqu'elle remonte à l'opposition, au sein du P.C. chinois, entre les partisans des conseillers d'U.R.S.S. et l'équipe de Mao Tsé Toung. L'U.R.S.S. de Staline a voulu une révolution ouvrière, et l'a manquée. Elle a appuyé Tchang et les communistes chinois ont payé de leur vie cet accord. Mao est parti dans les provinces lointaines faire des essais de socialisme agraire, puis il a dû fuir devant les armées du Kuomintang sur plus de 10.000 km, « la longue marche ». Même quand Mao était, par la suite, sur le point de gagner, Staline ne le considérait pas comme valable.

Entre le communisme de l'U.R.S.S. et le communisme chinois, il y a :

- 1° Opposition de méthodes, de tactique ;
- 2° Opposition pour le leader ship des pays en développement, notamment en Asie ;
- 3° Les dernières nouvelles laissent penser qu'il y aurait opposition sur le plan des frontières entre l'U.R.S.S. et la Chine, cette dernière considérant comme siens les terrains conquis par la Russie des Tsars.

Cette opposition est une des données de la politique actuelle, elle ne doit pas être surestimée, et il est certain que toutes conciliations seront essayées pour la sauvegarde du camp communiste.

Mais le danger de la Chine, c'est son emprise sur les pays en développement, car elle apporte un exemple.

Certes, son audience a diminué depuis les attaques du Tibet et de l'Inde et les catastrophes agricoles, mais son influence est encore importante sur l'Asie et l'Afrique.



PAYS D'ASIE

Là, le sous-développement entraîne la faim endémique, avec trois pays déterminants.

L'INDE qui a fait un effort sérieux — à la fois socialisant et de grand capitalisme —, mais où les efforts les plus grands n'arrivent pas à faire face au problème de *l'emploi des masses en augmentation*.

LE JAPON où artisanat, petites industries et grands trusts ont réorganisé un pays qui doit vendre pour vivre et est reparti, depuis plusieurs années, à la conquête des marchés mondiaux. Pays où, à côté d'un paternalisme de trust, on trouve des travailleurs aux salaires trop bas, dont le puissant syndicalisme est encore divisé et a affaire à de gros adversaires.

Le Japon est une puissance industrielle considérable. Quelle va être son influence sur l'Asie ? Les liaisons avec la Chine seront-elles évitées, ou recherchées ? Le capitalisme nippon ne prépare-t-il pas un communisme immédiatement appuyé par la Chine ?

PAYS D'AFRIQUE

Pays d'Afrique, terres vieilles, Etats neufs. Pays de la faim moins grave, mais des carences et des maladies. Pays beau, mais dur. Dur au travail, au paysan. Pays souvent vide. Economies en création — comme les Etats. Essais de toutes sortes, pour en sortir. Plans qui se cherchent, sous des programmes pragmatiques. Des nations qui naissent, mais trop de chefs politiques confondant autorité et absolutisme.

Une opposition écrasée, tant sur le plan politique que sur le plan économique et social. Quelques pays où il y a encore un peu de liberté. La création d'une bourgeoisie qui a des moyens d'existence sans commune mesure avec la masse.

Une espérance : les JEUNES ; le Syndicalisme, quand il a pu rester libre ; les paysans.

Il ne faut pas juger trop vite. La tâche à accomplir est écrasante et on va au plus pressé. Quant aux habitudes bourgeoises, là comme ailleurs, elles ont été apportées par nous, les Blancs, et appliquées par les descendants des castes anciennes ou les nouveaux seigneurs.

L'Afrique est secouée, mais elle en sortira et rejettera ce qui est contraire à sa sagesse. Le syndicalisme libre peut beaucoup y contribuer, même si, pour le moment, il est sous le joug.

Seulement, il faut que le redressement se fasse maintenant assez vite, sinon c'est le communisme à la chinoise, sans grandes chances actuellement, qui gagnera la partie.

Dans l'Afrique et au Proche-Orient se posent le problème des pays arabes. Parmi eux, certains pensant à assurer le leader africain et d'autres le leader arabe. L'évolution n'est certainement pas finie sur ce point.

Oppositions, rencontres, *reconciliations* entre Arabes, jeux pétroliers, jeux militaires, influences successives de l'Est et de l'Ouest. Ligue arabe toujours renaissante et souvent en crise. Un homme qui semble constituer un pôle : Nasser, tantôt suivi, tantôt discuté.

A noter la gamme de régimes politiques, allant du souverain féodal, comme Ibn Séoud, à la République autoritaire d'Algérie, en passant par les hommes providentiels ou les guides à la Nasser et à la Bourguiba et par la royauté religieuse et temporelle de Hassan II.

Que feront, demain, les pays arabes ?

Trouveront-ils le moyen de s'unir économiquement et de former un Marché commun arabe, ou continueront-ils à travailler, économiquement, avec des pays différents ? Tout en étant en communauté de pensée sur la volonté d'assurer un rôle aux pays arabes.

Parmi eux, le Maghreb a-t-il un rôle particulier ? L'Algérie, la Tunisie et le Maroc réussiront-ils à s'entendre, au moins sur le plan économique ? Dans ce Maghreb, quel pourra être le rôle de l'Algérie, qui se veut plus

pure, plus efficace, plus socialiste ? Déterminera-t-elle des changements chez ses voisins ?

On reste là en face de points d'interrogation dont le nombre s'accroîtrait si, pour l'Afrique et les pays arabes, nous faisions entrer en jeu l'action des oppositions matées, mais toujours existantes.

AMÉRIQUE LATINE

Nous avons déjà dit quelques mots de l'Amérique Latine.

Pays de la faim, l'Amérique Latine peut redresser la situation, mais il y faudrait, très rapidement, des réformes de structures. La première serait une réforme agraire, complétée par une organisation communautaire des paysans, un effort de planification, la création d'une industrie travaillant pour le pays, l'organisation d'un Marché commun. Est-ce possible assez rapidement ou allons-nous vers des expériences à la Castro ?

Les révolutions militaires ne pourront plus durer bien longtemps. Il serait temps qu'elles prennent conscience de leur anachronisme.

C'est de la réponse désintéressée de l'Ouest, et notamment des U.S.A., que dépendront les évolutions en Amérique Latine. Les pays industrialisés sauront-ils agir en respectant une fierté susceptible ?

Ainsi, qu'on le veuille ou non, on est toujours ramené à la double séparation du monde : d'une part Est-Ouest ; d'autre part pays où l'on mange, pays où on a faim.

La seconde est plus profonde que la première et elle pèsera très lourd sur les années futures.

Comment résoudre cette opposition, combler ce fossé ? Est-ce possible ? Prenons conscience, d'abord, de la nécessité absolue de cet effort. Cela semble une vérité pour nos camarades, encore que des restrictions soient faites sur : *le bon emploi des sacrifices effectués, les efforts déjà faits par la France, la nécessité de prendre conscience qu'il y a, en France, des zones de sous-développement*.

Il est certain que l'opinion publique a pu être blessée par certaines erreurs commises par des investissements somptuaires, contre lesquels nous luttons, mais surtout parce que l'effort à faire pour les pays en développement est toujours présenté comme un don gratuit et que l'on parle rarement de la nécessité de l'effort accompli dans l'intérêt MEME DES NATIONS RICHES.

La coopération technique est une nécessité, aussi bien pour les peuples industrialisés que pour les peuples en développement. Cela n'enlève rien à l'effort désintéressé, mais situe beaucoup plus justement la nécessité de consentir des sacrifices.

Cette coopération technique comprendra à la fois les dons et les prêts d'investissement. Elle pourra comprendre l'installation d'usines complètes, permettant de fournir le marché interne. Elle devra consacrer une grande partie de ses ressources à la formation des cadres et à la mise au point des plans de développement, sans lesquels il est inutile d'attendre une évolution économique. Enfin, il faudrait surtout de nombreux départs volontaires, pour deux ou quatre ans, d'assistants techniques français, assurant les tâches pour lesquelles il n'y a pas encore de cadres formés. C'est une tâche exaltante, pour laquelle les volontaires ne sont pas nombreux à cause des risques à courir. Certes, ceux-ci existent, et nous devons agir pour que des garanties minima soient fournies à nos camarades s'engageant dans cette voie, mais il restera toujours une part d'aventure.

Mais dons, aide, coopération seraient parfaitement inutiles, ou rendus tels, si un effort très sérieux n'était pas accompli pour assurer aux productions des pays en développement des débouchés et une garantie des prix.

Ceci existe, actuellement, à l'échelon bi-latéral, mais les prix mondiaux sont rarement des prix de revient, car ils sont aidés et deviennent des prix de dumping. Il faut que débouchés et garanties de prix pour les produits de base soient organisés à l'échelon mondial.

C'est une solution INDISPENSABLE, sinon tout l'effort apporté peut être annihilé par la baisse d'un prix de produit.

Ces idées sont reprises par les organisations de la C.F.T.C.

Pour elles, les nantis doivent faire un sacrifice, au besoin au prix d'une pause dans leur évolution. Cet effort doit donner lieu à la création d'un fonds international, ou d'une banque internationale. Les fonds doivent être gérés en commun ; une très grosse partie pourrait être apportée par le résultat du désarmement, comme l'a demandé, à l'origine, la C.I.S.C.

Mais, pour cela, il faut assurer une formation et une information du peuple, en sortant du simple appel à la charité, afin que nos camarades et nos concitoyens sachent qu'ils sont engagés pour cent ans. Les restrictions à cette position générale ne sont pas des manques de générosité, mais plutôt des questions légitimes sur l'emploi de l'aide et de la coopération en face de cette situation internationale. Quelles sont les solutions préconisées par le Syndicalisme ?

SUR LE PLAN EUROPÉEN

Sur le plan européen, les organisations demandent toutes un syndicalisme européen efficace ». D'abord au sein de la C.I.S.C., pour l'organisation européenne de laquelle un effort devrait être fait et par l'obligation aux Fédérations nationales d'adhérer aux Fédérations internationales. En face d'un patronat organisé, les organisations proposent toutes sortes de formules pour constituer une « force de frappe syndicale européenne » :

- Attitude commune de toutes les organisations sur le plan professionnel.
- Contacts entre entreprises.
- Unité d'action internationale sur des points précis.
- Renforcement de la participation C. I. S. C.
- Liaison avec la C. I. S. L.
- Fusion avec la C. I. C. L., à terme, et dès maintenant.
- Adhésion des Fédérations aux deux Internationales.
- Faciliter l'entrée de la C. G. T. dans les Organisations européennes.
- Contact avec l'organisation F. S. M. à ne pas écarter, à défaut d'entente avec la C. I. S. L.
- Création d'une Confédération européenne unique.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL



On retrouve peu de propositions, en dehors des contacts et de la nécessité du syndicalisme continental, de l'effort à fournir en faveur des syndicalistes des pays en développement.

Il semble nettement établi, dans l'esprit des rédacteurs des réponses, que les solutions préconisées au plan européen doivent s'appliquer au plan mondial. Le problème des contacts avec la C. I. S. L. est posé, mais les réponses sont extrêmement nuancées. Il est certain que la très grosse majorité des organisations saisit le problème, mais se rend compte de la complexité des solutions à trouver, de leur diversité et de leur progressivité.

Cependant, une ligne se dégage : Il faut organiser l'unité d'action à l'échelon des continents et examiner vers quelles formes il est possible d'aller trouver des formules plus organiques de travail entre C.I.S.C. et C.I.S.L. Les organisations insistent également très souvent sur la nécessité de la formation à l'échelon de la base. L'effort d'ouverture à faire sur ce plan dès l'école primaire — la nécessité d'y enseigner une langue étrangère. Il faut également diffuser plus largement nos informations — et c'est une demande unique —, discuter les problèmes européens au sein du Congrès confédéral.

Sur ce problème, encore plus que sur les autres, le rapporteur sent son insuffisance. Il aurait fallu parler du rôle du syndicalisme dans les organisations internationales, continentales. Fouiller les problèmes : Evolution U.S.A. - U.R.S.S., pays en développement. Il le regrette, mais le temps, la place manquent. Il pense nécessaire de proposer une reprise de l'étude de ces problèmes à travers le Mouvement.

Bien entendu, à travers les problèmes internationaux, des affirmations doctrinales ont été formulées :

- Dénonciation du capitalisme.
- Constatation que les militants se moquent des idéologies.
- Nécessité de reprendre le plan de la C.F.T.C. de 1936.
- Mise en acte, au plan international, de la doctrine sociale de l'Eglise.
- Nécessité de se réclamer d'une évolution communautaire internationale basée sur le Spiritualisme dialectique à partir de la doctrine de Theillard de Chardin.

Nous rappelons que notre rapport ne doit pas entrer dans cette discussion. C'est pourquoi nous nous bornons à noter, au passage, ces professions de foi.

COMMENT LA C.F.T.C. DOIT-ELLE ORGANISER SES STRUCTURES

pour répondre aux dimensions qu'elle est obligée d'atteindre pour faire face à sa vocation ?



LE rapport original avait mis l'accent sur la nécessité de promouvoir des structures appropriées dans le domaine fédéral et régional, sur les réformes à envisager à l'échelon confédéral ; à l'échelon européen pour mettre en place un syndicalisme de masse, efficace par la valeur et le nombre de ses militants. La Commission avait, elle-même, présenté des éléments de réflexion sur les dilemmes Intégration - Contestation et Inter-professionnel - Professionnel. Le premier a été repris dans les chapitres précédents. Sur le second, il y a eu de nombreuses réactions, recoupant le travail fait par la Commission d'Organisation.

Enfin, la Commission avait insisté sur la politique des Hommes, concernant les militants, les permanents, les militants parallèles et le rôle des représentants confédéraux.

Le dépouillement des réponses des organisations montre que les responsables ont beaucoup réfléchi sur ces problèmes. Nous ne pouvons reproduire toutes les réponses, nous pensons avoir fait le maximum pour rapporter toutes les idées.

Sur le plan général

Le syndicalisme doit être adapté à la technique. En face de l'organisation patronale et de ses cartels, il faut pouvoir répondre. Le temps des honnêtes hommes semble révolu. L'homme agit de moins en moins gratuitement. Le Moi à la minorité. Le syndicalisme ne doit pas être intégré, même si certains en sont partisans. Il doit contester et construire plus que revendiquer. Le syndicalisme de masse est absolument nécessaire ; mais il faut pouvoir encadrer et, en même temps, disposer d'une souplesse de position difficilement conciliable avec nos principes. Le syndicalisme de masse est-il généralement possible ?

Le syndicalisme doit garder sa vocation, qui est d'assurer la défense et la promotion des faibles. Mais ses slogans semblent rouillés, il faut les revoir. Il faut planifier notre Mouvement.

Sur la section d'entreprise

Sa reconnaissance doit demeurer la revendication première. De même que la protection des délégués, mais il faut veiller à ne pas tomber dans le syndicalisme d'entreprise.

Sur le syndicat de base

Le syndicat doit être la maison du travailleur. Pas de syndicat de moins de 100 membres. Les avantages résultant des conventions collectives ne doivent aller qu'aux syndiqués. Les élections professionnelles devraient avoir lieu tous les ans, à la même date.

La cotisation doit être mieux répartie et laisser plus à la base. Une caisse de péréquation devrait être créée en faveur des petits syndicats. La cotisation syndicale pourrait être retenue dans la paye. Elle devrait être proportionnelle au salaire. La cotisation doit rester libre. La cotisation professionnelle pourrait être instituée. Comment se ferait le contrôle pour la répartition ? Les autres organisations ont des cotisations inférieures. Le syndicat ne devrait-il pas avoir une base régionale ou départementale ?

Unions locales

Beaucoup de réactions demandent « qu'un statut soit défini ». Leur importance est grande. Surtout avec le danger de professionnalisation du syndicalisme dû à la technique.

Fédérations

Nécessité, reconnue par presque toutes les réponses, de la Fédération d'Industrie, avec représentation Cadres et Employés.

La Fédération devrait tendre à s'organiser par branches d'industrie. Les Fédérations devraient avoir des services économiques, juridiques, de presse. Elles devraient organiser des Commissions de trusts ou d'ententes. En général, nos Fédérations sont encore pour la plupart mal outillées.

Toutes, ou presque, les réponses sont pour un regroupement fédéral. Pas d'objections sérieuses.

Organisation départementale ou régionale

Il est nécessaire d'organiser les régions industrielles. Renforcement-regroupement des régions géographiques, mais pas de préfet parachuté. Un petit nombre de réponses est contre l'organisation régionale professionnelle.

La Confédération

Là, les réponses et les idées ont été extrêmement nombreuses :

La Confédération doit rester une démocratie. Il faut donc éviter le centralisme confédéral. Cependant, une centralisation est nécessaire pour la répartition plus juste des moyens communs.

Il ne faut pas que la démocratie soit limitée dans le Mouvement. Le Comité National devrait être l'organe directeur. Il faut d'autre part organiser des consultations inter-congrès. L'idée revient souvent, comme techniquement valable, d'une consultation des syndicats, des adhérents. D'enquêtes menées sur le même plan avec dépouillement mécanographique. On précise même qu'avec 1.000 correspondants il est possible d'avoir, à tout moment, une idée beaucoup plus juste des désirs de la base.

La représentation des femmes et des jeunes doit être mieux assurée dans les organismes directeurs. Le nombre des permanents dans les organismes directeurs doit être limité. Le contact avec les dirigeants doit être plus facile. Tout doit être mis en œuvre pour éviter le décalage entre les états-majors et la base. Enfin, il faut consacrer tous nos efforts pour réaliser l'unité du Mouvement et la Confédération doit d'abord penser à cela.

Des Services doivent être organisés ou renforcés, notamment le Service économique, un service des Comités d'entreprise.

Une caisse de grève confédérale doit être organisée rapidement. Plusieurs demandes d'installation d'une banque populaire, d'une imprimerie.

Le Service Presse-Propagande doit être réorganisé. Il faut absolument gagner la bataille de la R.T.F. et de la Radio. Des idées sont fournies pour des tracts. Il est demandé la rédaction d'une plaquette pour les jeunes militants. Demandée, également, une information internationale mieux faite. Tout cela dans la langue compréhensible pour les travailleurs. Le journal est presque unanimement apprécié dans ses dernières présentations. Demande d'équilibre entre journalistes de métier et militants syndicalistes.

Le service Formation

Doit devenir un grand secteur culturel. Il doit augmenter la formation doctrinale. Adapter ses cours pour petites sections. Aider à la création de groupes d'études U.L. Revoir la formulation souvent très intellectuelle. Revoir la pédagogie, notamment dans le domaine des conclusions et de l'application après les études théoriques. Envisager la formation des anciens, qui en ont besoin autant que les autres.

Sur le plan international

Nous retrouvons les formules énoncées dans le chapitre précédent : Présentation d'un programme international commun C.I.S.L. - C.I.S.C.

Le problème des hommes

Il est considéré, bien sûr, comme essentiel dans le Mouvement. Après avoir énoncé les oppositions : Pas de cumuls de responsabilités, on sent une préoccupation très fraternelle en vue d'éviter la consommation exagérée des militants. Pas de rôle trop dur. Puis, une définition des trois types de permanents :

- A. — *Les Elus, avec critère de voix de plus en plus exigeant : 50 % la première fois, 70 % la seconde.*
- B. — *Les Responsables de Commission travaillant au plan confédéral tout en étant redescendus à la base.*
- C. — *Les Conseillers techniques.*

Les représentants doivent rendre compte de leurs mandats d'une manière régulière. Ils doivent bénéficier du support des techniciens.

Un effort doit être fait pour monnayer la présence des responsables dans les Organisations. La discipline doit être renforcée chez les permanents.

Encore une fois, sur ce chapitre, nous n'avons voulu retenir que les idées. Mais les répétitions sont nombreuses et, d'autre part, nous avons laissé de côté, sauf pour un ou deux cas, ce qui touchait directement au problème soulevé dans le Rapport d'Organisation.

5

NOS RAPPORTS

avec les

AUTRES ORGANISATIONS
SYNDICALES

LA division syndicale est un état de fait devant lequel les travailleurs réagissent. Beaucoup ne comprennent pas cette division. Dans les Organisations confédérées, on sent d'abord cette aspiration profonde vers l'unité ouvrière, mais cette aspiration étant exprimée, la façon de concevoir l'unité est différente suivant la situation régionale, les expériences qui ont été faites, la force des conceptions doctrinales, l'histoire ouvrière de la région, la profession ou l'industrie.

Un exemple nous est fourni par la réflexion d'un responsable syndical partisan à fond de l'unité syndicale. Dans la grosse entreprise dans laquelle il travaille, pas de problème : il y a un seul syndicat : la C.F.T.C. ; les éléments communistes et socialistes y ont adhéré.

C'est pourquoi nous trouvons des positions assez diverses, celles-ci étant déterminées, trop souvent, par la situation locale. En voici quelques-unes :

- L'unité doit se faire à partir de la base. Si la philosophie de chacun était respectée, ce serait plus facile.
- Elle serait possible avec des cadres bien formés.
- L'unité d'action paraît suffisante, limitée dans le temps et les objectifs étant bien connus.

- On peut tenter une unification du syndicalisme libre sur le modèle des Pays-Bas — Cartel permanent — tel que nous l'avons proposé à la C. G. T. en 1945.
 - On peut essayer, aussi, la formule autrichienne : Centrale unique avec représentation des tendances.
 - Enfin, on peut essayer d'unifier le syndicalisme libre. Après, on verra.
- Mais le pluralisme a aussi ses défenseurs :
- Le pluralisme, c'est le droit à la parole pour les minorités.
 - Le pluralisme permet l'émulation, ce qui ne ferait pas de mal à certaines grosses centrales uniques.

Mais les partisans d'une marche vers l'unité n'oublient pas de souligner que l'unité d'action nous est favorable.

N'importe comment, le problème de l'unité se poserait dans des termes différents si une évolution réelle du communisme se faisait sentir. En tout état de cause, il faut sauvegarder d'abord l'unité du Mouvement, d'où la nécessité de bien réfléchir, de mettre au point et de présenter une doctrine sérieuse et solide, comme le font les communistes.

MAIS AVEC QUI FAIRE L'UNITÉ ?

Le premier rapport avait déjà fouillé la question et nous ne ferons donc que marquer les points essentiels apportés par les organisations.

AVEC LA C. G. T.

Unité organique

Pas question ● Des adhérents à la C. G. T. nous ont demandé de ne pas le faire ● Unité organique impensable ● Attention au noyautage ● Incompatibilité doctrinale.

« Si le P. C. ne tenait plus la C. G. T. », « Si la C. G. T. était déstalinisée », « Si la C. G. T. était plus démocratique », peut-être, avec prudence, pourrait-on envisager une table ronde pour étudier ce problème. On sent dans les réponses reçues une prudence en même temps qu'une ouverture.

Le drame de la position ouvrière apparaît dans toute son ampleur. Chaque travailleur sent l'appel vers une unité capable de répondre au désir de tous. Mais, comme responsable d'un Mouvement, il est prudent, car il ne veut pas voir le syndicalisme français perdre à la fois ses traditions, ses doctrines et son indépendance.

En définitive, il préfère accepter un Mouvement ouvrier divisé plutôt qu'un Mouvement ouvrier subjugué. Certes, il est des expériences, faites par des individus au sein de la C. G. T., qui peuvent avoir leur valeur, mais elles n'existent que du fait de leur individualité. Le jour où elles deviennent l'affaire d'une équipe, elles sont cataloguées, fractionnées et condamnées. Il ne peut en être autrement, le contrôle de la C. G. T. étant dans les mains du P. C. Celui-ci ne se laissera jamais manœuvrer, d'une façon générale, sur le plan doctrinal, même si des communistes, et nous en connaissons tous, acceptent, en collaborant, des positions très nuancées dans le contact d'homme à homme.

Unité d'action

C'est l'unité d'action qui reste le seul moyen de travailler avec la C. G. T. et d'assurer un front uni pour la défense des intérêts des travailleurs. Encore que cette unité d'action doive « se limiter à la défense professionnelle, pour des objectifs définis et une période de temps déterminée ». Ces « conditions sont essentielles » dans la conduite de l'action, dans l'unité nous avons le devoir d'être durs. Il faut que les militants qui la mènent soient bien formés.

Dès que l'unité d'action doit être envisagée sur le plan interprofessionnel, elle a des répercussions politiques. Il faut donc qu'il y ait des raisons de la faire, frisant le danger public, exemples : Défense des institutions, lutte contre la subversion ou, par ailleurs, l'organisation d'une solidarité nationale.

Encore qu'il faille faire très attention aux conditions dans lesquelles se fera la conclusion de l'action, afin de ne pas être entraînés dans des mouvements incontrôlables, où nous ne pourrions même plus assurer l'information de nos adhérents. Cette remarque nous oblige à souligner l'importance accordée par toutes les organisations à la nécessité d'une information permanente de tous les échelons du Mouvement pendant l'unité d'action. Certaines organisations demandent si nous ne pourrions pas participer à une conférence, une table ronde sur l'évolution du P. C.

Il est certain qu'il faut suivre de très près cette évolution obligatoire, mais ne jamais oublier que les redressements suivent les assouplissements et que, par-dessus tout, même si la tactique nationale, continentale, internationale évolue, le Parti Communiste est doctrinal. En définitive, on est obligé d'en revenir là, même si on a mis la meilleure volonté du monde dans les prises de contact et dans la recherche des solutions communes.

Evoluera-t-il sur ce plan ? Certainement un jour, car c'est dans la ligne même de sa dialectique. Mais il y a une terrible résistance, et elle sera encore plus dure dans l'avenir.

En effet, accepter une évolution doctrinale fatale à partir d'une évolution d'infrastructure, ce qui est la logique marxiste, c'est perdre la force de la foi attachée au P. C., en bataille contre un système économique. Il ne pourrait donc le faire que dans la mesure où il aurait le pouvoir pour donner un autre aliment à la foi de ses fidèles. « La construction du socialisme », c'est ce qui doit se passer en U.R.S.S., mais cela peut-il changer quelque chose de fondamental dans les positions internationales en dehors de la co-existence ? Nous ne voyons pas comment.

On sent très bien cela dans les débats actuels dans les partis, ou entre les partis communistes.

Un autre problème soulevé par nos camarades, c'est celui du rapprochement de la C. G. T. et de F. O. Plusieurs en parlent et pensent qu'un assouplissement tactique du P. C. permettrait à l'unité de se refaire.

En effet, il n'y aurait plus d'opposition doctrinale, pour certains militants de F. O., si le communisme soviétique faisait un certain nombre de pas vers la liberté, avec un socialisme moins étatique, et un syndicalisme ayant le droit à une certaine opposition.

Il semble qu'il y ait eu des contacts, que des ballons d'essai aient été lancés, mais il est difficile de savoir ce qui s'est fait au juste, en dehors des déclarations dans le milieu fonctionnaire. Les anciens de F. O. ne sont pas prêts au rapprochement. Il n'empêche que, parmi certains jeunes, cela reste dans les choses possibles.

Les positions seraient à nouveau celles de 1945, mais avec une C.F.T.C. beaucoup plus puissante.

ACTION AVEC F. O.

Unité organique

Beaucoup d'organisations souhaitent une union avec F. O., mais aussitôt le souhait affirmé, les restrictions commencent.

Il faut faire une grande Centrale libre. Il faut se rapprocher de F. O. et fusionner, la fusion est possible.

Mais aussitôt : La liaison avec F. O. donnerait-elle une Centrale plus dynamique ou, au contraire, serions-nous freinés ? F. O. se dissout dans certaines régions. Elle est trop opportuniste, son anti-communisme est court, son manque de doctrine, les positions prises sur des grands problèmes internationaux conduisent les organisations de la C.F.T.C. à douter.

Pourtant, certains affirment : Le chemin qui conduit à la grande Centrale libre passe par une fusion avec F. O.

Il y a donc à la fois un effort raisonné pour aller vers une entente et une fusion avec F. O., mais, en même temps, une méfiance certaine.

De plus, parmi nos organisations, nous en avons pour lesquelles, pas plus avec F. O. qu'avec la C. G. T., il ne serait question de fusionner. La C.F.T.C. remplit son rôle. Les travailleurs lui font confiance. Elle peut pratiquer l'unité d'action et rien de plus. Les adhérents de F. O. viendront petit à petit à la C.F.T.C., ou ils iront à la C. G. T. Inutile de se poser des problèmes qui n'existent pas.

LA C.G.C.

Elle apparaît aux organisations C.F.T.C. comme un syndicalisme de catégorie — syndicalisme de caste, ou de classe.

Elle essaie de mordre sur les travailleurs d'exécution dès qu'ils ont un petit grade, en jouant sur l'orgueil.

Certains syndicats pensent qu'il faut simplement l'ignorer, surtout quand elle fait le jeu patronal, ou qu'elle se présente en arbitre. L'unité d'action est possible et nécessaire avec elle, mais il faut bien lui marquer ses limites.

Il faut protester contre la place qui lui est donnée dans toutes les représentations.

Il faut renforcer la Fédération des Cadres C.F.T.C., tenant à être avec l'ensemble des travailleurs, et dont la solidarité efficace s'est manifestée plusieurs fois, et notamment dernièrement dans la grève des mineurs.

LA F.E.N.

Les syndicats, directement ou par les Unions, ont eu des contacts avec elle sur les plans : lutte contre la guerre d'Algérie, défense de la démocratie. Tous regrettent son sectarisme à l'égard du S.G.E.N. et notent que les contacts ont permis à ses militants de découvrir un visage de la C.F.T.C. qu'elle ignorait. Les syndicats considérés ne voient pas bien la place de la F.E.N. dans une grande Centrale libre.

Peut-être retournera-t-elle à la C.G.T. un jour, ou essaiera-t-elle d'être le noyau d'un syndicat autonome des fonctionnaires. En tous les cas, les réactions sur ce problème sont très rares.

Arrivés sur ce point de l'étude du rapport avec les organisations syndicales, nous devons ajouter que des organisations nous ont reproché de ne pas avoir traité du travail avec l'U.N.E.F. et avec le C.N.J.A. Ils ont indiqué que le travail avec le C.N.J.A. n'était pas toujours facile à expliquer aux travailleurs.

Il nous semble que les rapports avec l'U.N.E.F. et le C.N.J.A. ne se situent pas à cette place, mais plutôt soit au plan de l'action politique ou de l'action économique. Ces organisations ne peuvent se placer sur le plan des organisations ouvrières, et si nous sommes heureux du travail effectué avec elles, nous ne devons pas mélanger les plans.

UNE GRANDE CENTRALE OUVRIÈRE



L'espoir, pour la C.F.T.C., de réaliser la grande Centrale ouvrière libre doit être un de nos buts.

Les conditions ne sont pas encore telles que nous les souhaitons. A nous de travailler à les modifier en gardant les contacts, en rejetant tout sectarisme, en renforçant au maximum notre organisation. Cette dernière condition doit demeurer pour nous l'essentiel. C'est par un Mouvement fort que nous préparons la grande Centrale dont nous avons besoin.

CONTACTS INTERNATIONAUX

Enfin, sur le plan des rapports avec les autres organisations syndicales internationales, il aurait fallu noter l'effort fait par la C.I.S.C., au plan international, et, au sein de la C.I.S.C., par la C.F.T.C., pour que rencontres, actions communes, possibilités de cartels soient réalisées avec la C.I.S.L.

Les positions sont différentes suivant les continents, mais partout l'effort premier a été fait par la C.I.S.C. Il sera poursuivi. Cependant, en dehors de l'Europe, il faut bien se rendre compte que trop souvent la C.I.S.L., comme la F.S.M., apparaît comme liée à un bloc.

La C.F.T.C. continue également ses rapports avec les organisations qui sont obligées de vivre dans la clandestinité.

Dans le tiers-monde, il faudra tenir compte d'une tendance au syndicalisme des pays en développement qui est assez forte. Elle se présente sous forme d'un neutralisme syndical.

Mais nous revenons par là au plan international.

CONCLUSIONS

NOUS pensons avoir donné un tableau aussi juste que possible des réponses des syndicats confédérés.

Certes, nous avons laissé de côté toutes les réactions concernant la référence, les principes et le titre de notre Confédération.

Des syndicats, peu nombreux, nous l'ont reproché, déclarant qu'il était inutile de discuter le rapport amputé de cette partie.

D'autres, tout en acceptant d'envoyer leurs réactions, nous ont déclaré que le Conseil Confédéral avait mis la charrue avant les bœufs.

A ces syndicats, dont l'argumentation est semblable, même quand elle aboutit à des conclusions diamétralement opposées, il est de notre devoir de répéter :

1° Le Conseil Confédéral et le Bureau Confédéral ont jugé préférable que, pour cette fois, le rapport se limite aux trois premiers chapitres.

2° **La formule employée correspond à l'idée qui a été à la source de ce travail de deux ans.**

Il est nécessaire que le Mouvement analyse les évolutions au milieu desquelles il développe et développera son action, pour pouvoir examiner sérieusement, ensuite, les adaptations ou évolutions de notre Confédération qui pourront être proposées et retenues **par l'ensemble du Mouvement.**

3° **L'étude aurait pu se faire en une seule fois.**

Le C. C. et le B. C. ont jugé meilleure une formule permettant à l'ensemble du Mouvement de travailler sur les problèmes qu'il doit résoudre dans le monde moderne en évolution constante.

C'est **ensuite** qu'il sera le mieux à même de déterminer ce qu'il doit faire pour s'adapter à ses tâches.

4° **L'intention nous a été prêtée de vouloir, par la bande, plier les principes du Mouvement, sous la pression des évolutions du monde.**

C'est faux. La nécessité du maintien de principes a été réaffirmée par le C. C. Voir le rapport original page 5.

On ne peut se contenter de dire : « En fonction de nos principes, nous allons juger les évolutions et essayer de les guider. »

Si on veut rester réaliste, il faut dire : « Nous avons des principes. A leur lumière, que nous le voulions ou non, nous portons un jugement sur les évolutions du monde. »

Mais, de plus, nous devons :

- 1° Affirmer notre conviction dans un langage qui soit le plus compréhensible possible ;
- 2° Présenter nos principes afin qu'ils soient admissibles pour beaucoup d'hommes sans rien en renier et faire que notre conviction devienne une action portée par le maximum de travailleurs.

★

Nous ne pouvions mieux faire dans ce domaine, que de demander à nos camarades qui prennent des positions de pointe — dans un sens ou dans l'autre — de bien réfléchir à ce problème, et de faire comprendre, aux uns et aux autres :

- Qu'il n'y a pas d'action humaine sans principes,
- Que ces principes doivent être exprimés d'une manière adaptée à l'époque qu'ils veulent transformer,
- Que, pour agir victorieusement, il ne faut pas se contenter :
 - a) de dénoncer les « méchants »,
 - b) d'affirmer que l'on avait raison,

Il faut accrocher, convaincre, entraîner, galvaniser le maximum d'hommes. Parmi ceux-ci, nombreux sont ceux que guide seulement une vague idée, peu formulée, de l'essentiel de nos principes.

Allons-nous perdre la chance de leur permettre de se réaliser dans nos rangs, demain, parce que nous n'aurons pas accepté de **faire, tous ensemble**, les renouvellements et les présentations nécessaires ?

★

CE QUI EST APPORTÉ

Ayant ainsi épuisé la somme des réponses qui ont été faites au rapport, essayons de résumer ce qui est apporté.

Les organisations se sont félicitées, en leur très grande majorité, de la méthode de travail employée.

Elles vont, maintenant, préparer la discussion qui aura lieu au sein du Congrès Confédéral. Celle-ci sera d'ailleurs forcément d'un genre un peu spécial, car les réponses représentent déjà une première discussion.

Après avoir pris conscience de toutes les opinions exprimées, les organisations pourront compléter leur information et leurs interventions, au Congrès, permettront de préciser encore plus le travail commun à tout le Mouvement.

Il appartiendra alors aux organismes confédéraux d'en tirer :

- Programme,
 - Proposition de systèmes,
 - Positions,
 - Stratégie et tactique,
- présentés à l'adhésion de l'ensemble du Mouvement.

★

LES FACES NOMBREUSES DE L'ACTUALITÉ ET DE L'AVENIR

Ces propositions seront nombreuses, car le travail de deux ans et demi, dont les rapports ne sont qu'un résumé, a montré les faces nombreuses de l'actualité et de l'avenir.

Rappelons-les brièvement.

La démographie en progression, le problème des jeunes, des vieux, celui de la famille, des conditions de vie des travailleurs, se posent d'une manière très différente de celle sur laquelle étaient fondés nos façons de penser, nos jugements, **nos prises de positions**.

Tout en maintenant son indépendance, le syndicalisme se trouve dans une situation différente du passé à l'égard des problèmes politiques, des représentants du peuple, des partis, du gouvernement et du pouvoir en général.

Les méthodes de gouvernement ont considérablement évolué.

La situation internationale, marquée par les deux ruptures ou les deux oppositions, est extrêmement mouvante, changeante. Le syndicalisme doit pouvoir y adapter rapidement ses positions s'il veut influencer les évolutions dans le domaine qui est le sien, à tous les échelons.

La technique est une des causes fondamentales des évolutions constatées, mais n'est pas la seule.

Elle peut être à la fois la pire et la meilleure des choses.

Elle peut procurer un confort nécessaire à une vie devenant plus humaine par l'accession à la culture, au travail libre, à l'œuvre faite pour satisfaire le besoin de création existant en tout homme. Mais elle peut aussi écraser l'homme, le réduire à l'état d'outil producteur bien entretenu, sans idéal, et trouvant l'ennui au bout de la recherche du toujours nouveau et du toujours mieux, au seul plan matériel.

Les techniques psychologiques, la pénétration des âmes, la recherche des motivations, peuvent révéler des hommes à eux-mêmes ou les écraser sous le plus dur et le moins sensible des esclavages.

Le communisme, le capitalisme, le néo-capitalisme évolueront obligatoirement. Se corrigeront-ils mutuellement ? Ou bien, donneront-ils naissance à un fils commun, une Société Technocratique, enserrant l'homme et ses communautés de vie dans un réseau de travail, de rendement, de statistiques, de confort et d'ennui ?

Insensibles encore pour longtemps aux résultats des techniques, les peuples de la faim — et non leurs bourgeoisies nouvelles — ne se dresseront-ils pas contre ceux qui ont oublié de les inviter à la table commune ?

Saurons-nous sauvegarder la Paix et poursuivre, pour cela, l'éducation et l'action nécessaires, et accepter les partages nécessaires entre pourvus et dépourvus ?

★

TOUS CES PROBLÈMES SONT LIÉS

Nous ne pouvons refuser de les voir.

Si nous le faisons, croyant que la défense de notre salaire, dans notre profession, pour notre région, doit être notre seule préoccupation, non seulement nous serions des égoïstes, mais encore des aveugles et des sots. Le fracas de la ville qui nous entoure aurait vite fait de nous montrer les vraies dimensions de notre rôle d'hommes et de syndicalistes. Nous irions à l'échec même de l'action revendicative quotidienne.

Sachons réfléchir au LIEN entre tous LES PROBLÈMES.

C'est essentiel pour nous permettre d'envisager les évolutions des structures de la C.F.T.C. en face des groupes, des organisations, des hommes avec lesquels nous devons travailler.

Puis, après ce Congrès, le Mouvement continuera le travail commencé en examinant le 4^e chapitre, laissé volontairement de côté pour aujourd'hui. Il nous faudra encore beaucoup de compréhension et de patience, de recherches. Nous en avons indiqué le calendrier dans le premier rapport.

Mais le rapporteur croit de son devoir de porter le témoignage que les hommes de notre Confédération sont beaucoup plus près les uns des autres qu'ils ne le pensent.

Alors, ça devrait être facile...

★

UNE RICHESSE A DÉCOUVRIR

Au moment où s'achève cette rédaction, dont toute l'insuffisance apparaît à l'auteur, un texte, d'une portée considérable, est présenté à l'humanité. S'ajoutant aux appels de Chefs de puissants Etats, il recueille de la part de ces derniers un salut pour sa haute portée universelle, salut exprimant le sentiment de tous les peuples du monde auxquels il apporte l'Espérance en face du Cauchemar.

Un grand vieillard, et un Pape humble, publie la « Lettre de la Paix ». Elle est pleine de leçons pour tous les hommes et, par conséquent, pour nous. Qu'elle nous permette, au moins, de comprendre que les hommes ne sont ni foncièrement mauvais, ni foncièrement bons, mais qu'il y a en eux, personnes uniques, une richesse, un appel, une volonté.

Le Syndicalisme, notamment notre syndicalisme, doit découvrir cette richesse, répondre à cet appel, mettre en action cette volonté, dans la LIBERTÉ et la PAIX.

A nous d'y travailler, au milieu de tous les hommes.

